

Préfecture d'Indre et Loire



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction
Départementale
des Territoires
d'Indre et Loire

Service
Urbanisme
Habitat

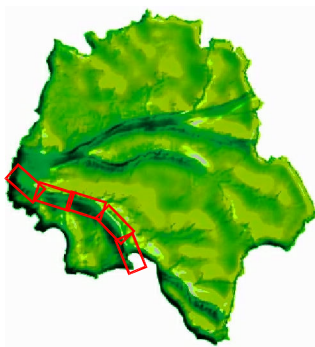
Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation

Val de Vienne

Règlement

***Vu pour être annexé
à l'Arrêté Préfectoral du
09 mars 2012
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,***

Eric DUDOGNON



Mars 2012

**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS
PREVISIBLES D'INONDATION**

VAL DE VIENNE

R E G L E M E N T

SOMMAIRE

TITRE I – PORTEE DU PPR.....	4
CHAPITRE 1 – CHAMP D'APPLICATION	4
- Délimitation du champ d'application du P.P.R.....	4
- Classification des aléas retenue pour le PPR du val de Vienne.....	5
- Principes généraux de délimitation du zonage réglementaire en fonction des objectifs de prévention des risques	6
Glossaire :	7
CHAPITRE 2 – EFFETS DU P.P.R.	10
- Rappel de responsabilité :.....	10
- Le P.P.R. est opposable aux tiers	10
- Le P.P.R. approuvé vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L 562-4 du code de l'environnement	11
- Le PPR s'applique sans préjudice des autres législations	11
et réglementations en vigueur	11
- Obligations faites aux propriétaires, exploitants ou utilisateurs de biens existants.....	11
- Les conséquences en matière d'assurance	12
TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE INONDABLE A PRESERVER DE TOUTE URBANISATION NOUVELLE	13
CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A1	13
Caractère de la zone	13
Article 1 - Sont interdits	13
Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés.....	13
Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants	16
Article 4 - Mesures de prévention obligatoires.....	19
Article 5 - Mesures de prévention recommandées	21
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A3	24
Caractère de la zone	24
Article 1 - Sont interdits	24
Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés.....	24
Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants	29
Article 4 - Mesures de prévention obligatoires.....	32
Article 5 - Mesures de prévention recommandées	35
CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A4	37
Caractère de la zone	37
Article 1 - Sont interdits	37
Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés.....	37
Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants	39
Article 4 - Mesures de prévention obligatoires.....	40
Article 5 - Mesures de prévention recommandées	43
TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LA ZONE INONDABLE URBANISEE.....	46
CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LA ZONE B1.....	46
Caractère de la zone	46
Article 1 - Sont interdits	46
Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés.....	47
Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants	48
Article 4 - Mesures de prévention obligatoires.....	49

Article 5 - Mesures de prévention recommandées	52
Article 6 - Mesures à mettre en œuvre par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme	53
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LA ZONE B3.....	54
Caractère de la zone	54
Article 1 - Sont interdits	54
Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés.....	55
Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants	56
Article 4 - Mesures de prévention obligatoires.....	58
Article 5 - Mesures de prévention recommandées	60
Article 6 - Mesures à mettre en œuvre par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme	62
TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES.....	63
AUX ZONES NON DIRECTEMENT EXPOSEES AU RISQUE D'INONDATION	63
CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE P1	63
Caractère de la zone	63
Article 1 - Sont interdits	63
Article 2 – Prescriptions applicables aux projets autorisés.....	63
Article 3 – Prescriptions applicables aux biens et activités existants.....	64
Article 4 - Recommandation	64
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE P2	64
Caractère de la zone	64
Article 1 - Sont interdits	64
Article 2 - Recommandation	64
ANNEXE : Article L 480-4 du Code de l'Urbanisme	65

TITRE I – PORTEE DU PPR

CHAPITRE 1 – CHAMP D'APPLICATION

- Délimitation du champ d'application du P.P.R.

Le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations s'applique à l'ensemble des zones inondables de la Vienne dans le département d'Indre et Loire, aux zones inondables de la Creuse sur sa rive droite sur le territoire de la commune de Nouâtre, aux zones inondables de la Loire sur sa rive gauche sur le territoire de la commune de Candes-Saint-Martin.

Les zones réglementées sont définies à partir :

- de la connaissance des plus hautes eaux connues (crue de référence du PPR),
- de la situation des terrains vis à vis de l'aléa d'inondation (zones isolées en cas de crue).
- d'aléas particuliers : terrains situés derrière des digues, terrains situés en limite de la zone inondable (risque d'érosion de talus, proximité de zone de vitesse marquée).

Les 27 communes concernées par le présent PPR sont :

Antogny-Le-Tillac, Pussigny, Ports-Sur-Vienne, Nouâtre, Marcilly-Sur-Vienne, Rilly-Sur-Vienne, Pouzay, Parçay-Sur-Vienne, Trogues, Theneuil, Crouzilles, L'Île-Bouchard, Tavant, Panzoult, Sazilly, Cravant-les-Coteaux, Anché, Ligré, Rivière, La Roche Clermault, Beaumont-en-Veron, Thizay, Saint-Germain-sur-Vienne, Couziers, Chinon, Cinais, Candes-Saint-Martin,

En amont, s'appliquent :

- Sur la rivière La Vienne, communes de Port-de-Piles et des Ormes, le PPR inondation de la rivière « la Vienne - secteur d'Antran à Port-de-Piles » qui a été approuvé le 20 avril 2010 par le Préfet de la région Poitou-Charentes, Préfet de la Vienne.
- Sur la rivière La Creuse, la prescription d'un PPR inondation est programmée dans le département d'Indre et Loire (commune de La Celle-Saint-Avant notamment). Il existe un atlas des zones inondables.
- En aval sont applicables les PPR de Loire : PPR val de Bréhémont-Langeais sur les communes de Savigny-en-Véron et Avoine (approuvé le 21 juin 2002 par le Préfet d'Indre-et-Loire), PPR du val d'Authion sur la commune de Montsoreau (approuvé le 29 novembre 2000 par le Préfet de Maine-et-Loire).

Nota : Les autorisations concernant la gestion du Domaine Public Fluvial de la Vienne (navigation, prises d'eau ...) relèvent du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et/ou du Code de l'Environnement. Les mesures de prévention du PPR s'appliquent également sur le domaine public fluvial.

- Classification des aléas retenue pour le PPR du val de Vienne

La différence entre l'altitude des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) et l'altitude du terrain est la hauteur de submersion.

Suivant les prescriptions du guide d'élaboration des PPR inondation, à partir d'une hauteur de submersion de 1 m, l'aléa est considéré comme fort (si la vitesse estimée du courant est faible ou moyenne) ou très fort (si la vitesse estimée du courant est forte).

Lorsque la hauteur de submersion est inférieure à 1 m et la vitesse faible, l'aléa sera considéré comme faible.

Les documents graphiques n° 1 à 5 comprennent donc :

- Des zones d'aléa faible.
- Des zones d'aléa fort et très fort.

Aléa faible : hauteur de submersion $h < 1$ m
et vitesse faible (zone de stockage)

Aléa fort : $h \geq 1$ m avec vitesse faible ou moyenne
Ou $h < 1$ m avec vitesse moyenne ou forte (zone d'écoulement)

Aléa très fort : $h \geq 1$ m et vitesse forte (zone de grand écoulement)
ou amont et aval des ouvrages d'art
ou zones de remous
ou zones de dangers particuliers

Par convention, ont été classés en aléa très fort le lit mineur de la Vienne et des zones d'écoulement telles que le ruisseau et le « canal » de Saint-Mexme (Cravant-les-Coteaux - Chinon) ou le Grand Courant (Saint-Germain-sur-Vienne) , ainsi que des secteurs particuliers (abords des ponts et des ouvrages de décharge, zone de vitesse potentielle par reflux au niveau du bourg de Parçay-sur-Vienne, terrains fréquemment inondables par la Manse, dépression naturelle entre Le Puy et le coteau de Cravant, « cunette de décharge » de Chinon).

Le reste du lit majeur où la hauteur de submersion est supérieure à 1 m a été classé en aléa fort. Une cohérence a été recherchée avec les PPR déjà approuvés à l'amont et à l'aval.

- Principes généraux de délimitation du zonage réglementaire en fonction des objectifs de prévention des risques

Le P.P.R. définit deux types de zones :

- Des zones exposées au risque d'inondation par la crue de référence du PPR (zones A et B).
- Des zones non directement exposées au risque, non inondables par la crue de référence du PPR, dans lesquelles des mesures de prévention sont également nécessaires (Zones P).

▪ **Les zone A**, zones inondables, non urbanisées ou peu urbanisées, à préserver de toute urbanisation nouvelle, pour laquelle les objectifs sont :

- . la limitation d'implantation humaine permanente,
- . la limitation des biens exposés,
- . la préservation du champ d'inondation, de sa capacité de stockage d'eau,
- . la conservation des capacités d'écoulement des crues,
- . la diminution des risques de pollution en période d'inondation.

Elle correspond, d'une part, aux zones d'aléa le plus fort et, d'autre part, aux zones inondables non urbanisées ou peu urbanisées et peu aménagées, quel que soit leur niveau d'aléa.

Les zones A sont délimitées selon le niveau d'aléa :

- Zone **A1** : aléa faible
- Zone **A3** : aléa fort
- Zone **A4** : aléa très fort

▪ **Les zones B**, zones inondables déjà urbanisées ou aménagées. Les objectifs sont :

- . la limitation de la densité de population,
- . la préservation des possibilités d'écoulement de la crue à travers le tissu urbain,
- . la réduction de la vulnérabilité des constructions
- . la diminution des risques de pollution en période d'inondation.

Les zones B sont délimitées selon le niveau d'aléa :

La zone **B1** est une zone urbanisée d'aléa faible. Elle comprend deux secteurs :

- le secteur **B1b** à forte densité de constructions et d'habitants (centres-villes, centres-bourgs anciens).
- le secteur **B1z** urbanisé d'aléa faible à dominante d'activités ou de services, inondable par débordement direct de la Vienne dans lequel il est nécessaire de ne pas augmenter les enjeux humains.

La zone **B3** est une zone urbanisée d'aléa fort. Elle comprend trois secteurs :

- le secteur **B3b** urbanisé d'aléa fort, à forte densité de constructions et d'habitants (centres-villes, centres-bourgs anciens).
- le secteur **B3z** urbanisé d'aléa fort à dominante d'activités ou de services, inondable par débordement direct de la Vienne dans lesquelles il est nécessaire de ne pas augmenter les enjeux humains ;
- le secteur **B3d** urbanisé d'aléa fort soumis également à l'aléa « rupture de digue » (faubourg Saint-Jacques à Chinon).

▪ **Les zones P₁**, non inondables par la crue de référence du PPR, dans laquelle des mesures de prévention sont nécessaires.

Zones **P1** : « îles » isolées en cas de crue :

- Cravant-les-Coteaux - Le Puy
- Chinon : zone remblayée à l'ouest du faubourg Saint-Jacques et esplanade de la gare de Chinon.

Zones **P2** : Cas particuliers de terrains situés en limite de la zone inondable (risque d'érosion de talus, proximité de zone de vitesse marquée).

Glossaire :

Aire d'accueil des gens du voyage : C'est un terrain, autorisé conformément au schéma départemental d'accueil des gens du voyage, doté d'équipements ayant une capacité d'environ 24 à 48 places de caravanes. La durée de séjour peut atteindre plusieurs mois.

Annexes à l'habitation : Sont considérés comme des annexes à l'habitation, sous réserve de l'existence d'une construction principale, les garages, remises, vérandas, ateliers, abris de jardin, abris de piscines, non attenants à l'habitation.

Coefficient d'emprise au sol :

C'est le rapport entre l'emprise au sol de la construction et la surface de l'unité foncière.

Par exemple : emprise au sol de la construction : 150 m²

Surface de l'unité foncière : 750 m²

coefficient d'emprise au sol = 150/750 soit 20 %

Emprise au sol : Pour l'application du PPR, c'est la surface résultant de la projection verticale au sol de la totalité du volume bâti des constructions, à l'exception des éléments de saillie et de modénature (balcons, débords de toiture, marquises,...). *La surface des auvents est comptée dans le calcul de l'emprise au sol.*

Emprise au sol d'une station d'épuration des eaux usées : C'est la projection verticale au sol de tous les ouvrages ayant une élévation par rapport au terrain naturel y compris les zones de remblai strictement nécessaires à leur exploitation .

Exploitation agricole : L'exploitation agricole comprend les terres exploitées en zone inondable, les bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation, l'habitation de l'exploitant, les espaces naturels non directement utiles à la production de l'exploitation.

Hauteur de submersion : C'est la différence entre l'altitude des PHEC et l'altitude du terrain. Lors du dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme, les cotes du plan masse doivent être rattachées au système NGF (article R431-9 du code de l'urbanisme).

ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement.

Légalité et existence juridique des constructions :

Le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Vienne admet, sous certaines réserves, des extensions, reconstructions après sinistre autre qu'une inondation, ou la surélévation de constructions « ayant une existence juridique ».

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre comme « construction ayant une existence juridique » :

- soit une construction régulièrement autorisée, qui a reçu l'autorisation administrative relevant du droit de l'urbanisme correspondant à son cas, et qui a été édifiée conformément à cette autorisation : déclaration préalable, permis de construire ou permis d'aménager.
- soit une construction édifiée avant que soient rendues obligatoires les autorisations d'urbanisme (permis de construire obligatoire depuis 1953).

Une construction qui existe physiquement peut ne pas exister juridiquement, même si :

- elle figure sur le cadastre,
- elle est assujettie à l'impôt sur le foncier bâti,
- elle est assurée,
- elle est desservie par une voie et les réseaux divers (eau, électricité...).

Une construction édifiée sans permis de construire dans une zone à risque telle que définie au 1° du II de l'article L 562-1 du code de l'environnement, alors qu'il en fallait un, que l'infraction ait été prescrite ou non, n'existe pas au regard du droit de l'urbanisme (cf. article L 111-12 chap. f du code de l'urbanisme).

P.H.E.C. : plus hautes eaux connues (pour le PPR de la Vienne, niveau estimé de la crue de juillet 1792). Ce niveau « au-dessus de la mer » s'exprime par une altitude conforme au nivellement général de la France (par exemple 54.50m NGF).

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPR : Plan de Prévention des Risques.

PPRI : Plan de Prévention des Risques d'Inondation.

Remblai : Toute masse de matière rapportée pour augmenter l'altitude d'un terrain ou pour combler un creux est considérée comme un remblai, à l'exception des mouvements de terre très faibles destinés :

- à permettre l'accessibilité des bâtiments notamment aux personnes handicapées,
- à régaler autour d'une maison individuelle les excédents de terre résultant des fondations .

Ripisylve : formations végétales qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau, dans la zone frontière entre l'eau et la terre.

STEP : Abréviation pour « station d'épuration ».

Surface de plancher : La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déductions énoncées à l'article R112-2 du code de l'urbanisme, modifié par décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011.

Terrasses : Les terrasses situées au-dessus du sol ou supportées par des piliers sont des constructions qui créent de l'emprise au sol. Par contre, les terrasses constituées par une imperméabilisation du sol en place, ou du sol mis à niveau suite à un régilage, ne rentrent pas dans l'emprise au sol.

Unité foncière : Pour l'application du PPR, on entend par unité foncière un ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Valeur vénale d'un bien immobilier : Il correspond à sa valeur marchande, c'est à dire au prix auquel ce bien pourrait être vendu ou acheté dans des conditions normales d'offre ou de demande.

Valeur estimée d'un bien immobilier : Il s'agit là d'une estimation de la valeur vénale, à dire d'expert, lorsque peu d'éléments de comparaison existent pour un bien donné.

CHAPITRE 2 – EFFETS DU P.P.R.

- Rappel de responsabilité :

Chaque acteur est responsable, pour ce qui le concerne, de l'application des règles du PPR inondation : Etat, collectivités, citoyens et propriétaires, entreprises et gestionnaires de réseaux, maîtres d'ouvrage.

- Le P.P.R. est opposable aux tiers

Il s'applique directement lors de l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol : Certificat d'urbanisme, Permis de construire, permis d'aménager, autorisation de lotissement etc...

Il s'applique également à tous travaux, aménagement ou occupation du sol, non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation.

Dès l'approbation du PPR, l'article R425-21 du code de l'urbanisme (ex articles R 421.38.14 et R.442.14) cesse de produire ses effets. L'avis du Préfet, pris après consultation de la D.D.T.(subdivision fluviale), n'est donc plus requis pour les permis de construire ou d'aménager et les déclarations préalables à l'intérieur du Plan des Surfaces Submersibles.

Pour les communes de Chinon, Cinais, Candes-Saint-Martin disposant d'un Plan d'Exposition aux Risques valant PPR, le PPR du val de Vienne se substitue au volet « inondation » du PER. Le volet « mouvement de terrains » du PER reste applicable.

Les règles du P.P.R. autres que celles qui relèvent de l'urbanisme s'imposent également au maître d'ouvrage qui s'engage notamment à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire.

En application de l'article L 562-5 du code de l'Environnement, le non-respect des prescriptions du P.P.R. constitue un délit poursuivi devant le tribunal correctionnel puni des peines prévues à l'article L.480.4 modifié du Code de l'urbanisme (cf. texte en annexe) et peut, par ailleurs, justifier une non indemnisation par les assurances des dommages engendrés par la crue, ou une réduction du montant de l'indemnisation .

Art L562-5 – I du code de l'environnement

« Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'Urbanisme . »

- Le P.P.R. approuvé vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L 562-4 du code de l'environnement

Il doit, à ce titre, être annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme, et aux cartes communales, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Le Préfet est tenu de mettre le Maire en demeure d'annexer au PLU la nouvelle servitude. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le Préfet y procède d'office.

L'annexion du PPR au P.L.U. s'effectue par une mise à jour : la liste et le plan des servitudes d'utilité publique sont modifiés (le PPR se substitue au plan des surfaces submersibles ou au volet inondation des P.E.R.). Un arrêté du Maire constate qu'il a été procédé à la mise à jour du plan.

Toute autorité administrative qui délivre une autorisation doit tenir compte des règles définies par le PPR. Lorsque plusieurs réglementations s'appliquent , c'est la règle la plus restrictive qui prévaut.

- Le PPR s'applique sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur

Ainsi, par exemple, des possibilités de construction ou d'extension modérées sont admises par le P.P.R. dans certains secteurs de la zone inondable ; mais ces constructions peuvent être refusées pour des motifs de salubrité, de tranquillité publique, de conservation des paysages, des milieux naturels, des activités agricoles...

La zone inondable non urbanisée peut donc aussi être un espace à préserver de toute construction en raison de la qualité de ses paysages, de l'intérêt de ses milieux naturels, de nuisances particulières (odeurs, bruit), ou parce que d'autres servitudes d'utilité publique interdisent la construction.

En zone inondable urbanisée, la prise en compte de la forme urbaine, de la qualité du bâti, de projets d'aménagement d'espaces publics peut aussi conduire à des règles plus strictes que celles du PPR dans les documents d'urbanisme (P.O.S., P.L.U., carte communale, plans de sauvegarde et de mise en valeur).

En cas de différences entre les règles d'un plan d'occupation des sols (P.O.S.), d'un plan local d'urbanisme (P.L.U.) ou d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur, et celles du P.P.R., les règles les plus contraignantes s'appliquent.

- Obligations faites aux propriétaires, exploitants ou utilisateurs de biens existants

En application de l'article L 562-1 II alinéa 4 du Code de l'Environnement, le P.P.R. définit des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde pour les constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés, existants à la

date d'approbation du P.P.R. Ces mesures peuvent être rendues obligatoires dans un délai de 5 ans, à compter de l'approbation du PPR.

Ces travaux, imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

- Les conséquences en matière d'assurance

L'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles est régie par la loi du 13 juillet 1982 qui impose aux assureurs, pour tout contrat d'assurance dommages aux biens ou aux véhicules, d'étendre leur garantie aux effets des catastrophes naturelles, qu'ils soient situés dans un secteur couvert par un PPR ou non.

Lorsqu'un plan de prévention des risques existe, le Code des assurances précise même que l'obligation de garantie est maintenue pour les « biens et activités existant antérieurement à la publication de ce plan », sauf pour ceux dont la mise en conformité avec des mesures rendues obligatoires par ce plan n'a pas été effectuée par le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur.

Par ailleurs, les assureurs ne sont pas tenus d'assurer les biens immobiliers construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur, lors de leur mise en place.

Cette possibilité offerte aux assureurs est encadrée par le Code des assurances, et ne peut intervenir qu'à la date normale de renouvellement d'un contrat, ou à la signature d'un nouveau contrat. En cas de différend avec l'assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du bureau central de tarification (BCT) compétent en matière de catastrophes naturelles.

**TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE
INONDABLE A PRESERVER DE TOUTE URBANISATION
NOUVELLE****CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A1****Caractère de la zone**

La zone A1 correspond à la partie de la zone inondable non urbanisée, ou peu urbanisée et peu aménagée, en aléa faible. La zone A1 est inconstructible sauf exceptions précisées dans le présent règlement.

Article 1 - Sont interdits

- Tous remblais, constructions, ouvrages, installations, travaux, exploitation des terrains, à l'exception de ceux admis aux articles 2 et 3.

Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés**1 - Constructions et installations**

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les bâtiments agricoles (constructions, extension de constructions existantes, installations et aménagements), non destinés à un usage de logement, sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :
 - que le projet ne puisse être implanté en dehors de la zone inondable ou dans une zone d'aléa plus faible.
 - que l'exploitation agricole assure la gestion et l'entretien des espaces agricoles et naturels de l'exploitation.
 - que les constructions, installations ou aménagements soient nécessaires au fonctionnement de l'exploitation agricole, et liés à la production agricole des terrains de l'exploitation.
 - qu'il soit démontré qu'il n'est pas possible d'utiliser un bâtiment existant, soit directement, soit en le remplaçant (démolition, puis reconstruction) s'il n'a pas de valeur patrimoniale ou architecturale
 - que l'extension d'un bâtiment isolé existant soit limitée à 30 % de l'emprise du bâtiment existant lors de l'approbation du PPR.

- qu'une construction nouvelle, ou l'extension d'une construction existante n'ait pas pour conséquence d'augmenter de plus de 30% l'emprise au sol cumulée de l'ensemble des constructions (activités et habitation) de l'exploitation existant lors de l'approbation du PPR. Il appartient au demandeur d'une autorisation de fournir les justificatifs nécessaires.

- que toute construction nouvelle soit située à moins de 50 m du bâtiment le plus proche faisant partie du site d'exploitation, cette distance pouvant être augmentée pour tenir compte d'une autre réglementation plus contraignante.

▪ les constructions nouvelles ou l'extension des constructions existantes, destinées à l'habitation permanente dans les conditions cumulatives suivantes :

- la création du logement est nécessaire au fonctionnement d'une exploitation agricole.

- il n'y a pas sur le site d'exploitation de bâtiment existant pouvant être transformé en logement.

▪ les abris ouverts strictement nécessaires pour la protection des animaux sous réserve du respect des deux conditions suivantes :

- animaux élevés de manière extensive dans les prairies inondables ou vivant de façon continue dans des parcs ou enclos .

- impossibilité pour un fonctionnement normal de l'exploitation agricole de construire cet abri hors zone inondable

▪ les abris nécessaires aux installations de pompage pour l'irrigation,

▪ les installations d'irrigation. En fin de saison d'irrigation ou à l'approche d'une période de crues (crue annoncée à l'amont du bassin versant de la Vienne) :

- les installations démontables seront évacuées hors zone inondable.

- les installations fixes ou difficilement démontables seront disposées de façon à ne pas constituer un obstacle à l'écoulement des eaux.

▪ les installations de captage d'eau potable, les pylônes (réseau de transport d'électricité, télécommunications), les postes de transformation électrique, les installations techniques d'intérêt public nécessaires aux réseaux téléphoniques, aux gazoducs et aux oléoducs, à condition qu'ils ne puissent pas être implantés hors zone inondable et que des mesures strictes d'invulnérabilité soient prises. Il convient d'entendre par là toutes les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'équipement en cas de crue et pour effacer les dommages provoqués par la crue.

▪ les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics d'assainissement et d'alimentation en eau potable y compris les remblaiements strictement indispensables, à l'exclusion des installations de traitement des déchets, des usines de traitement d'eau potable et des réservoirs d'eau potable, à condition que des mesures strictes d'invulnérabilité soient prises. Il convient d'entendre par là toutes les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'équipement en cas de crue et pour effacer les dommages provoqués par la crue.

Les reconstructions-extensions des stations d'épuration des eaux usées des collectivités publiques sont autorisées dans les conditions prévues à l'article 3 concernant les stations d'épuration existantes.

- Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ferroviaires.

- les clôtures ajourées sur au moins les 2/3 de leur hauteur; cette règle s'applique aussi aux clôtures et autres éléments de séparation ou de protection intérieurs aux propriétés foncières,

- les sanitaires nécessaires à la mise aux normes sanitaires de terrains de camping existants,

- le stationnement de caravanes isolées pour plus de 3 mois.

- les vestiaires et sanitaires nécessaires au fonctionnement des terrains de sport avec une emprise totale maximale des constructions de 50 m²,

- les constructions nécessaires à l'observation du milieu naturel et ouvertes au public (par exemple, observatoire ornithologique) avec une emprise maximale de 50 m²,

- les abris de jardins, isolés, d'une superficie inférieure à 6 m².

- les constructions temporaires (tentes, parkings, structures gonflables...) à l'occasion de manifestations liées au tourisme ou aux loisirs. Celles-ci peuvent accueillir des activités commerciales directement associées aux activités de loisirs ou de tourisme, à l'exclusion de l'hébergement. Le propriétaire et l'exploitant prendront les dispositions adaptées pour pouvoir démonter ces structures et les évacuer en dehors de la zone inondable dans un délai d'une journée, en cas d'alerte aux crues.

- sont autorisés à titre exceptionnel les permis précaires pour les constructions et travaux destinés au fonctionnement des activités de loisirs nautiques et de navigation. L'emprise au sol de ces constructions est limitée à 150 m².

2 - Ouvrages et travaux

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les travaux d'infrastructures publiques de transports terrestres, leurs équipements et les remblaiements strictement indispensables à condition :
 - que leurs fonctions rendent impossible toute solution d'implantation en dehors de la zone inondable.
 - que le parti retenu, parmi les différentes solutions techniques envisageables, soit le meilleur compromis entre les enjeux hydrauliques, économiques et environnementaux

- que toutes les mesures soient prises pour ne pas aggraver les risques et les effets des crues en amont et en aval.

▪ les plans d'eau et les étangs à condition que l'ensemble des matériaux extraits soit évacué hors zone inondable.

▪ les espaces verts, aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, les aires de stationnement, sans réalisation de remblais. Les matériaux utilisés, par exemple pour les chaussées, devront se substituer au sol existant qui devra être évacué en dehors de la zone inondable.

3 - Exploitation des terrains

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- Les prairies, cultures, vignes, vergers, haies, plantations.

Les nouvelles haies seront disposées de préférence parallèlement au sens du courant principal de la rivière. Des discontinuités seront prévues (par exemple clôture 3 fils à la place de la haie) pour faciliter le passage de l'eau en période de crue.

- Les carrières soumises à autorisation au titre des I.C.P.E. (installations classées pour la protection de l'environnement), dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- intégration dans le projet d'anciennes exploitations dans le but de réaménager le site sur la base d'un projet paysager d'ensemble visant à maintenir ou rétablir la morphologie initiale de la vallée.

- étude systématique du remblaiement total de la carrière après exploitation, avec remblaiement à chaque phase d'exploitation. Ce remblaiement n'est toutefois pas rendu obligatoire par le PPR.

- enlèvement des merlons existants ou dépôts situés au-dessus du terrain naturel pré-existant aux carrières : comblement de plans d'eau avec des matériaux inertes, dépôt en dehors de la zone inondable et des zones de précaution du PPR.

- Le stockage de matériaux de carrière, y compris les terres de découverte, n'est admis que pour une durée de 2 ans.

Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

▪ les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements et modifications de façades et réfections de toitures,

▪ les réparations après inondation des constructions ayant une existence juridique,

▪ l'extension des constructions ayant une existence juridique, ainsi que la construction d'annexes à celles-ci, dans la limite des plafonds suivants :

- pour les constructions à usage d'habitation, annexes comprises : 50 m² d'emprise au sol , dont 25 m² maximum pourront être affectés à l'habitation.

- pour les bâtiments agricoles (constructions, extension de constructions existantes, installations et aménagements), non destinés au logement, dans la limite des dispositions prévues à l'article 2.

- pour les bâtiments à usage d'activités économiques, industrielles, artisanales, commerciales ou de service, sans hébergement : 30 % de leur emprise au sol , dans la limite de 150 m² d'emprise au sol pour l'extension.

Ces possibilités d'extension peuvent être utilisées en une seule ou plusieurs fois sans pouvoir au total excéder les plafonds susvisés.

L'emprise au sol initiale à prendre en compte pour l'application de cette règle est celle de l'ensemble des bâtiments existants sur la partie de l'unité foncière située dans la zone A1, à la date d'approbation du PPR.

▪ La reconstruction à l'identique des murs existant à la date d'approbation du PPR.

▪ les surélévations des constructions à usage d'habitation.

▪ les reconstructions de bâtiments régulièrement autorisés, sinistrés pour des causes autres que l'inondation, avec possibilité d'extension dans les limites définies ci-dessus.

▪ Le changement de destination en habitation d'une construction ancienne existante construite en pierre (par exemple tuffeau de Touraine), sous réserve :

- de ne créer qu'un seul logement,

- de ne pas remanier le gros œuvre, sauf pour le percement de portes et de fenêtres,

- de disposer d'un étage habitable au-dessus des plus hautes eaux connues, avec des ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.

L'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

- de ne pas creuser de sous-sol,

▪ le changement de destination d'un bâtiment ancien d'une exploitation agricole, construit en pierres ou en tuffeau pour un usage d'habitation à caractère temporaire (chambre d'hôte, gîte rural) dans les conditions suivantes :

- structure d'hébergement intégrée à l'exploitation agricole, constituant une activité complémentaire à celle-ci.

- le bâtiment ancien n'est pas ou plus adapté à un usage agricole.

- le gros-œuvre n'est pas remanié, sauf pour le percement de portes et de fenêtres.

- le bâtiment est proche de l'habitation de l'exploitant.

- la chambre d'hôte, ou 1 pièce habitable du gîte rural, sont situés au-dessus du niveau des PHEC (plus hautes eaux connues)

- la capacité d'accueil totale, sur l'exploitation, est limitée à 8 personnes.

- le changement de destination d'un bâtiment existant, sur l'exploitation agricole, pour créer un point de vente directe de la production de l'exploitation.
- Le changement de destination d'un bâtiment ou d'une habitation existante en bâtiment destiné à une des activités, sans hébergement, suivantes : activités touristiques, culturelles, sportives ou de loisirs.
- Les travaux nécessaires à la mise aux normes réglementaires des installations agricoles, classées pour la protection de l'environnement, existantes à la date d'approbation du PPR.
- La rénovation et l'extension des installations de captage d'eau potable existantes.
- Les travaux concernant une station d'épuration existante (démolition-reconstruction, modernisation, extension des ouvrages de traitement ...) si le maître d'ouvrage certifie qu'il dispose d'une étude démontrant que les travaux ne peuvent pas augmenter l'impact sur l'écoulement des eaux et sur le champ d'expansion des crues.
- Les travaux concernant une station d'épuration existante (démolition-reconstruction, modernisation, extension des ouvrages de traitement ...) qui peuvent augmenter l'impact sur l'écoulement des eaux et sur le champ d'expansion des crues, si le maître d'ouvrage de la STEP décide de conserver le site existant après avoir réalisé une étude préalable multi-sites incluant au moins deux autres sites hors de la zone inondable, y compris des sites relevant de l'intercommunalité. Elle sera intégrée dans la notice ou l'étude d'impact du projet de STEP.

Dans les cas où les conclusions de l'étude multi-sites confirment l'absence d'alternative et conduisent le maître d'ouvrage à maintenir le projet de démolition, de reconstruction, de modernisation, ou d'extension d'une STEP en zone inondable, l'ingénierie du projet devra respecter impérativement les prescriptions suivantes :

- les ouvrages construits ou reconstruits devront assurer la transparence hydraulique en cas de crue. Les ouvrages nouveaux se situeront dans le prolongement des ouvrages existants, à l'aval ou à l'amont, afin de ne pas diminuer la largeur d'écoulement dans le lit majeur de la rivière.
- la capacité d'extension de la STEP est limitée à 30% de l'emprise au sol existante au moment de l'approbation du PPRI..
- la création de remblai, ou l'extension de remblais existants, doivent rester très limités et constituer l'exception à fortement motiver techniquement,
- la conception des ouvrages doit leur permettre de résister aux flots et aux embâcles,
- si la filière de traitement intègre un procédé extensif susceptible de dommages lors du passage de la crue, le projet doit prévoir les dispositifs transitoires et en chiffrer le coût, dans l'attente de la reconstitution du dispositif de traitement initial.
- Les installations électriques doivent être positionnées au dessus de la crue centennale, ou des plus hautes eaux connues (PHEC) si leur niveau est

supérieur, afin de continuer à fonctionner ou à défaut de permettre un retour rapide à la normale lors de la décrue.

- les clôtures ajourées sur toute leur hauteur seront à maille large (type grillage à moutons, clôture 3 fils ...), pour limiter la gêne à l'écoulement des eaux . Les règles de sécurité particulières aux installations (par exemple, interdiction d'accès aux ouvrages) restent applicables par ouvrage ou groupe d'ouvrages proches, sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou de l'exploitant.

Article 4 - Mesures de prévention obligatoires

Les propriétaires, locataires, maîtres d'ouvrages, concessionnaires ou délégataires de service public , exploitants publics et privés, sont tenus de mettre en œuvre les dispositions suivantes pour la protection des personnes ou pour limiter les dommages aux biens en cas d'inondation, chacun pour ce qui le concerne, y compris à l'intérieur des propriétés particulières.

4 - 1 Mesures de prévention à mettre en œuvre de façon permanente

- Les objets et matériels pouvant être entraînés par une crue, notamment les stocks de bois de chauffage, de matériaux ou de matériels, les réservoirs de tous types, les mobiliers d'extérieur et autres équipements seront soit arrimés solidement, soit contenus dans un enclos ou une remise, soit évacués hors de la zone inondable.

- Mesures concernant les boisements naturels et les plantations d'essences forestières, sur la totalité de la zone inondable définie dans le PPR., à mettre en œuvre par l'ensemble des propriétaires ou exploitants des parcelles situées dans la zone inondable :

1) Réalisation d'un entretien régulier de la végétation de sous-étage de façon à ce que celle-ci soit limitée à une hauteur de 1.50m (en pratique, cela correspondra le plus souvent à une fréquence d'entretien annuelle ou bisannuelle), qui comprendra notamment :

- L'élagage des branches situées au-dessous du niveau des plus hautes eaux connues, l'entretien des accès (sans réalisation de remblais) y compris fossés et busages,
- L'élimination des branchages et résidus de coupe,
- L'enlèvement ou le broyage des arbres et perches mortes ou vivantes jonchant le sol.

2) L' éclaircissement des plantations pour obtenir une distance minimale de 7 m entre les arbres. Pour les plantations ou replantations réalisées après l'approbation du PPR, maintien d'une largeur de 5m de part et d'autre des fossés principaux libre de toute plantation ou replantation .

3) L'éclaircissement des boisements naturels.

L'entretien sera effectué dans le respect de l'équilibre écologique de la rivière et de son lit majeur (maintien de la biodiversité, préservation des zones humides).

Les dépôts de bois résultant de l'exploitation forestière ainsi que les résidus de cette exploitation doivent être évacués au fur et à mesure hors zone inondable

4 - 2 Mesures de prévention à mettre en œuvre dans un délai de 5 ans

à compter de l'approbation du PPR par les particuliers, propriétaires, exploitants

- Contrôler les objets flottants, dangereux ou polluants
 - L'ensemble des réservoirs ou citernes devront être arrimés pour ne pas être entraînés par la crue.
 - Le stockage des substances et préparations dangereuses (définies par l'article R 231-51 du Code du travail) devra être prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues .
 - les citernes non enterrées, contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, devront être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - les citernes enterrées devront être ancrées. L'ancrage devra être calculé de façon à résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues,
 - les orifices de remplissage devront être étanches et le débouché des tuyaux d'évents devra se situer au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

- Remettre en état d'entretien normal les parcelles actuellement non entretenues nécessitant une intervention longue ou coûteuse. Ces mesures concernent les boisements naturels et les plantations d'essences forestières sur la totalité de la zone inondable définie dans le PPR et sont à mettre en œuvre par l'ensemble des propriétaires ou exploitants des parcelles situées dans la zone inondable : Une remise en état d'entretien normal sera réalisée par application progressive des prescriptions relatives aux mesures permanentes d'entretien.

4 - 3 Mesures de prévention à mettre en œuvre sur les projets (projets nouveaux, travaux sur l'existant)

Les mesures suivantes seront appliquées :

- Réaliser pour les constructions nouvelles à usage d'habitation et les reconstructions de bâtiment d'habitation suite à un sinistre autre que l'inondation un premier niveau de plancher à 0,50 m au moins au-dessus du niveau du terrain naturel et un étage habitable au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues (pour chaque logement), doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.
Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

- Planter un bâtiment isolé parallèlement au sens d'écoulement de la rivière en crue.
- S'assurer que les constructions et installations nouvelles seront aptes à résister structurellement aux remontées de nappe et à une inondation dont le niveau serait égal aux plus hautes eaux connues.
- Réaliser des fondations pouvant résister aux affouillements, tassements différentiels et érosions, pour la crue de référence.
- Réaliser des murs pouvant résister aux pressions hydrostatiques, aux chocs dus aux objets transportés par l'inondation et à l'immersion.
- S'assurer que l'eau pourra s'évacuer gravitairement et rapidement du bâtiment, après une inondation.
- Prévoir d'utiliser des systèmes constructifs ou des matériaux insensibles à l'eau, à séchage rapide, ou dont le remplacement est facile.
- Les ventilations au-dessous du niveau des PHEC devront pouvoir être rendues étanches ou, en cas d'impossibilité, être dotées de dispositifs ne laissant passer que de l'eau claire.
- Prévoir des ouvertures suffisantes (fenêtres, portes extérieures et intérieures, passages d'air) pour assurer une ventilation naturelle (courant d'air) nécessaire pour un assèchement rapide des locaux après une inondation.
- En cas de construction sur vide sanitaire, rendre celui-ci accessible soit par une trappe (60 x 60 cm minimum) dans le plancher, soit par une porte latérale. La circulation doit être possible sous la totalité du vide sanitaire (non-cloisonnement, hauteur sous-plafond supérieure à 1 m). Le vide sanitaire doit être ventilé en partie haute.
- Alimentation électrique et courants faibles : Mettre en œuvre une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau . En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables. Protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA .
- Installer au-dessus des PHEC les équipements sensibles (installation de chauffage (chaudière), production d'eau chaude sanitaire, machinerie d'ascenseur, installations de ventilation, installations frigorifiques des entreprises, machines vulnérables ou coûteuses).
- Pour les constructions nouvelles, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Construire au-dessus des PHEC les équipements vulnérables des réseaux publics nouveaux et des extensions des réseaux existants lorsque la sécurité publique le nécessite (eau potable, électricité, téléphone, gaz). Lorsque la mise hors d'eau n'est pas possible (réseaux le long des ponts), il convient d'assurer la protection du réseau par des dispositifs adéquats permettant notamment de pouvoir isoler les sections les plus vulnérables .

Article 5 - Mesures de prévention recommandées

- Saisir toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions existantes et pour assurer la sécurité des personnes et des biens, sans créer d'obstacle à l'écoulement de la crue.

- Bâtiments agricoles : Préalablement à toute construction, extension, installation ou aménagement nouveau, réalisation d'un auto-diagnostic de vulnérabilité de l'exploitation agricole vis à vis du risque d'inondation. L'exploitant pourra utiliser les guides méthodologiques publiées par l'agence de Loire-Bretagne, établi en partenariat avec les chambres d'agriculture.

- Privilégier les occupations des sols qui contribuent à la prévention des risques : maintenir et augmenter, dans la mesure du possible, les surfaces en prairie. Pérenniser les cultures et éviter l'extension des boisements.

- Entretien des espaces boisés : Dans la mesure des moyens matériels et humains dont elles pourront disposer, il est recommandé aux communes de faciliter la mise en œuvre des mesures d'entretien en proposant aux propriétaires des formules d'entretien collectif ou tout autre dispositif permettant d'assurer la pérennité de l'entretien du lit majeur de la Vienne.

- Alimentation électrique : Prévoir un coffret d'alimentation hors d'eau. Sous les PHEC , utiliser des prises de courant et des contacteurs insensibles à l'eau (laiton par exemple) .

- Pour les constructions existantes, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.

- Rendre possible un démontage rapide et un stockage au sec de matériels fragiles ou coûteux (par exemple, brûleur de chaudière).

-Projets d'infrastructures de transports terrestres (voie nouvelle routière, ou autoroutière, ou réaménagement d'une voie existante traversant la vallée de la Vienne, voie ferrée) : Prévoir dans la liste des fonctions à assurer par l'ouvrage une fonction de maintien des circulations routières en cas de crue majeure, telle que la crue de référence du PPR (crue exceptionnelle type 1792).

- Recommandations à l'attention des collectivités locales :

Il est également recommandé aux collectivités locales compétentes de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Réaliser une étude de réduction de la vulnérabilité aux inondations des réseaux existants d'alimentation en électricité, en téléphone et en eau potable.

- Réseaux d'assainissement des collectivités publiques (eaux usées, eaux pluviales) :

Il est recommandé aux collectivités d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau, d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale et de prendre toutes les mesures correctives pour assurer la pérennité du dispositif en cas de crue.

- Réaliser un diagnostic des infrastructures publiques situées en bordure de la Vienne ou dans son lit majeur (routes, ponts, murs de soutènement, perrés, digues ...) pour bien connaître les ouvrages situés dans les zones les plus sensibles et évaluer leur comportement en cas de survenance d'une crue similaire à celle de 1923 (crue centennale). Etablir, si c'est nécessaire, un programme d'entretien et un programme de travaux de renforcement pour résister aux crues, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, en fonction des priorités avérées et des moyens financiers qui pourront être mobilisés . La nature du diagnostic sera adaptée à la situation particulière de l'ouvrage dans la zone inondable. Une attention particulière sera portée au maintien des capacités d'écoulement des ouvrages de décharge voire à leur renforcement, si nécessaire.

- Clôtures : Pour faciliter l'information des maîtres d'ouvrage et l'application du PPR, il est fortement recommandé de soumettre à déclaration préalable, par délibération du conseil municipal, les clôtures projetées en zone inondable.

- Réseaux d'assainissement des industriels (eaux usées, eaux pluviales) : Le maire recommandera aux industriels d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale.

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A3**Caractère de la zone**

La zone A3 correspond à la partie de la zone inondable non urbanisée, ou peu urbanisée et peu aménagée, en aléa fort. La zone A3 est inconstructible sauf exceptions précisées dans le présent règlement.

Rappel : Le PPR du val de Vienne n'a pas défini de zone d'aléa moyen.

Article 1 - Sont interdits

- Tous remblais, constructions, ouvrages, installations, travaux, exploitation des terrains, à l'exception de ceux admis aux articles 2 et 3.

Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés**1 - Constructions et installations**

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

▪ les bâtiments agricoles (constructions, extension de constructions existantes, installations et aménagements), non destinés au logement, sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- que le projet ne puisse être implanté en dehors de la zone inondable ou dans une zone d'aléa plus faible.
- que l'exploitation agricole assure la gestion et l'entretien des espaces agricoles et naturels de l'exploitation.
- que les constructions, installations ou aménagements soient nécessaires au fonctionnement de l'exploitation agricole et liés à la production agricole des terrains de l'exploitation.
- qu'il soit démontré qu'il n'est pas possible d'utiliser un bâtiment existant, soit directement, soit en le remplaçant (démolition, puis reconstruction) s'il n'a pas de valeur patrimoniale ou architecturale
- que l'extension d'un bâtiment isolé existant soit limitée à 30 % de l'emprise du bâtiment existant lors de l'approbation du PPR.
- qu'une construction nouvelle, ou l'extension d'une construction existante n'ait pas pour conséquence d'augmenter de plus de 30% l'emprise au sol cumulée de l'ensemble des constructions (activités et habitation) de

l'exploitation existant lors de l'approbation du PPR. Il appartient au demandeur d'une autorisation de fournir les justificatifs nécessaires.

- que toute construction nouvelle soit située à moins de 50 m du bâtiment le plus proche faisant partie du site d'exploitation, cette distance pouvant être augmentée pour tenir compte d'une autre réglementation plus contraignante.

- une construction nouvelle ou l'extension d'une construction existante, destinée à l'habitation permanente dans les conditions cumulatives suivantes :

- la création du logement est nécessaire au fonctionnement d'une exploitation agricole.
- il n'y a sur le site d'exploitation de bâtiment existant pouvant être transformé en logement.

- les abris ouverts strictement nécessaires pour la protection des animaux sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- animaux élevés de manière extensive dans les prairies inondables ou vivant de façon continue dans des parcs ou enclos .

- impossibilité pour un fonctionnement normal de l'exploitation agricole de construire cet abri hors zone inondable

- emprise au sol inférieure à 150 m²

- construction solide et bien fondée pouvant résister à des courants importants sans être emportée, comportant une toiture au-dessus des plus hautes eaux connues et au moins deux façades, perpendiculaires au courant, complètement ouvertes

- les abris nécessaires aux installations de pompage pour l'irrigation,

- les installations d'irrigation. En fin de saison d'irrigation ou à l'approche d'une période de crues (crue annoncée à l'amont du bassin versant de la Vienne) :

- les installations démontables seront évacuées hors zone inondable.

- les installations fixes ou difficilement démontables seront disposées de façon à ne pas constituer un obstacle à l'écoulement des eaux.

- les installations de captage d'eau potable, les pylônes (réseau de transport d'électricité, télécommunications), postes de transformation électrique, les installations techniques d'intérêt public nécessaires aux gazoducs et oléoducs, à condition qu'ils ne puissent pas être implantés hors zone inondable et que des mesures strictes d'invulnérabilité soient prises. Il convient d'entendre par là toutes les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'équipement en cas de crue et pour effacer les dommages provoqués par la crue.

- les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics d'assainissement et d'alimentation en eau potable y compris les remblaiements strictement indispensables (à l'exclusion des installations de traitement des déchets, des usines de traitement d'eau potable et des réservoirs d'eau potable) à condition que des mesures strictes d'invulnérabilité soient prises. Il convient d'entendre par là toutes les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement

de l'équipement en cas de crue et pour effacer les dommages provoqués par la crue.

Les reconstructions-extensions des stations d'épuration des eaux usées des collectivités publiques sont autorisées dans les conditions prévues à l'article 3 concernant les stations d'épuration existantes.

- Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ferroviaires.

- les clôtures ajourées sur toute leur hauteur, à maille large (type clôture 3 fils, grillage à moutons...); cette règle s'applique aussi aux clôtures et autres éléments de séparation ou de protection intérieurs aux propriétés,

- les sanitaires nécessaires à la mise aux normes sanitaires de terrains de camping ou d'aires d'accueil des gens du voyage existants,

- les vestiaires et sanitaires nécessaires au fonctionnement des terrains de sport avec une emprise totale maximale des constructions de 50 m²,

- les constructions nécessaires à l'observation du milieu naturel et ouvertes au public (par exemple, observatoire ornithologique) avec une emprise maximale de 50 m²,

- les abris de jardins, isolés, d'une superficie inférieure à 6 m².

- les constructions temporaires (tentes, parquets, structures gonflables...) à l'occasion de manifestations liées au tourisme ou aux loisirs. Celles-ci peuvent accueillir des activités commerciales directement associées aux activités de loisirs ou de tourisme, à l'exclusion de l'hébergement. Le propriétaire et l'exploitant prendront les dispositions adaptées pour pouvoir démonter ces structures et les évacuer en dehors de la zone inondable dans un délai d'une journée, en cas d'alerte aux crues.

- sont autorisés à titre exceptionnel les permis précaires pour les constructions et travaux destinés au fonctionnement des activités de loisirs nautiques et de navigation. L'emprise au sol de ces constructions est limitée à 150 m².

2 - Ouvrages et travaux

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les endiguements justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés, à condition de ne pas aggraver les conséquences des inondations en amont et en aval.

▪ les travaux de consolidation et d'extension mesurée des tertres ou remblais sur lesquels existent des bâtiments constituant le site d'exploitation agricole dans les cas suivants :

- consolidation d'un remblai ou tertre existant à la date d'approbation du PPR, s'il est nécessaire à l'exploitation agricole..

- remblai nécessaire pour la construction d'un bâtiment ou d'une extension autorisés.

Les remblais seront situés dans le prolongement des tertres existants, si possible en amont ou en aval, pour ne pas gêner l'écoulement de la crue. Les remblais nouveaux seront calés à la même altitude que les remblais existants, éventuellement majorée de 1 m au plus. La surface de la base du remblai devra être la plus réduite possible.

▪ les remblais nécessaires pour accueillir les troupeaux présents dans la plaine du Véron pendant le passage d'une crue de faible ampleur, ou pour les rassembler en vue d'une évacuation, dans les limites suivantes, pour l'exploitation : surface de la base du remblai de 1000 m², hauteur maximale du remblai : 2m.

▪ les aménagements le long de la Vienne décrits ci-après : Les cales ou installations pour la mise à l'eau ou l'entretien des bateaux, la rénovation et l'entretien des ports, les travaux nécessaires au maintien en état des berges (y compris des remblais limités), les installations de production hydroélectriques, s'ils sont conformes aux dispositions du titre 1^{er} du livre II du code de l'Environnement, à condition que toutes les mesures soient prises pour ne pas aggraver les risques et les effets des crues en amont et en aval.

▪ les travaux d'infrastructures publiques de transports terrestres, leurs équipements et les remblaiements strictement indispensables à condition :

- que leurs fonctions rendent impossible toute solution d'implantation en dehors de la zone inondable.
- que le parti retenu, parmi les différentes solutions techniques envisageables, soit le meilleur compromis entre les enjeux hydrauliques, économiques et environnementaux
- que toutes les mesures soient prises pour ne pas aggraver les risques et les effets des crues en amont et en aval.

▪ les plans d'eau et les étangs à condition que l'ensemble des matériaux extraits soient évacués hors zone inondable.

▪ les espaces verts, aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, les aires de stationnement, sans réalisation de remblais. Les matériaux utilisés, par exemple pour les chaussées, devront se substituer au sol existant qui devra être évacué en dehors de la zone inondable.

3 - Exploitation des terrains

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- Les prairies, les cultures,
- La plantation de vignes dans la zone d'appellation AOC existante lors de l'approbation du PPR.
- Les vergers, haies, plantations n'ayant pas d'effet sur la préservation des champs d'expansion des crues, l'écoulement des eaux et la sécurité des personnes et des biens.

Les plantations d'essences forestières, ainsi que les replantations, sont admises dans les conditions suivantes :

- surface plantable de l'unité foncière supérieure à 1 hectare.
- densité maximale de 200 arbres par hectare
- pas de plantation ou de replantation sur une largeur de 70 m en amont et de 30 m en aval des ponts et des ouvrages de décharge qui leur sont associés.
- Une largeur de 10 m de part et d'autre de la Vienne, du ruisseau « le Canal » et du ruisseau de Saint-Mexme sera laissée libre de toute plantation nouvelle ou replantation.
- Une largeur de 5m de part et d'autre des fossés principaux sera laissée libre de toute plantation nouvelle ou replantation .

Si elles sont nécessaires à la restauration ponctuelle de milieux dégradés, des plantations d'essences locales pour créer une ripisylve pourront être admises le long des berges de la Vienne, du ruisseau « le Canal » et du ruisseau de Saint-Mexme et des divers ruisseaux et fossés

- Les carrières soumises à autorisation au titre des I.C.P.E. (installations classées pour la protection de l'environnement), dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- intégration dans le projet d'anciennes exploitations dans le but de réaménager le site sur la base d'un projet paysager d'ensemble visant à maintenir ou rétablir la morphologie initiale de la vallée.
- étude systématique du remblaiement total de la carrière après exploitation, avec remblaiement à chaque phase d'exploitation. Ce remblaiement n'est toutefois pas rendu obligatoire par le PPR.
- enlèvement des merlons existants ou dépôts situés au-dessus du terrain naturel pré-existant aux carrières : comblement de plans d'eau avec des matériaux inertes, dépôt en dehors de la zone inondable et des zones de précaution du PPR.
- Le stockage de matériaux de carrière, y compris les terres de découverte, n'est admis que pour une durée de 2 ans.

Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements et modifications de façades et réfections de toitures.

Les constructions, ouvrages et installations nécessaires au fonctionnement des anciens moulins ou permettant d'y accéder sont aussi concernés par cette disposition.

- les réparations après inondation des constructions ayant une existence juridique,

- l'extension des constructions ayant une existence juridique, ainsi que la construction d'annexes à celles-ci, dans la limite des plafonds suivants :

- pour les constructions à usage d'habitation, annexes comprises : 50 m² d'emprise au sol , dont 25 m² maximum pourront être affectés à l'habitation. Les surfaces nouvelles destinées à l'habitation seront construites au-dessus de la cote des PHEC (par exemple, une extension pourra consister en un garage au RDC avec une pièce d'habitation à l'étage).

- pour les bâtiments agricoles (constructions, extensions de constructions existantes, installations et aménagements), non destinés au logement, dans la limite des dispositions prévues à l'article 2.

- pour les bâtiments à usage d'activités économiques, industrielles, artisanales, commerciales ou de service, sans hébergement : 30 % de leur emprise au sol , dans la limite de 150 m² d'emprise au sol pour l'extension.

Ces possibilités d'extension peuvent être utilisées en une seule ou plusieurs fois sans pouvoir au total excéder les plafonds susvisés.

L'emprise au sol initiale à prendre en compte pour l'application de cette règle est celle de l'ensemble des bâtiments existants sur la partie de l'unité foncière située dans la zone A3, à la date d'approbation du PPR.

- le changement de destination d'un bâtiment ancien d'une exploitation agricole, construit en pierres ou en tuffeau pour un usage d'habitation à caractère temporaire (chambre d'hôte, gîte rural) dans les conditions suivantes :

- structure d'hébergement intégrée à l'exploitation agricole, constituant une activité complémentaire à celle-ci.

- le bâtiment ancien n'est pas ou plus adapté à un usage agricole.

- le gros-œuvre n'est pas remanié, sauf pour le percement de portes et de fenêtres.

- le bâtiment est proche de l'habitation de l'exploitant.

- la chambre d'hôte, ou 1 pièce habitable du gîte rural, sont situés au-dessus du niveau des PHEC (plus hautes eaux connues)

- la capacité d'accueil totale, sur l'exploitation, est limitée à 8 personnes.

▪ le changement de destination d'un bâtiment existant, sur l'exploitation agricole, pour créer un point de vente directe de la production de l'exploitation.

▪ La reconstruction à l'identique des murs existants à la date d'approbation du PPR.

▪ La rénovation et l'extension des installations de captage d'eau potable existantes.

▪ Les travaux concernant une station d'épuration existante (démolition-reconstruction, modernisation, extension des ouvrages de traitement ...) si le maître d'ouvrage certifie qu'il dispose d'une étude démontrant que les travaux ne peuvent pas augmenter l'impact sur l'écoulement des eaux et sur le champ d'expansion des crues.

▪ Les travaux concernant une station d'épuration existante (démolition-reconstruction, modernisation, extension des ouvrages de traitement ...) qui peuvent augmenter l'impact sur l'écoulement des eaux et sur le champ d'expansion des crues, si le maître d'ouvrage de la STEP décide de conserver le site existant après avoir réalisé une étude préalable multi-sites incluant au moins deux autres sites hors de la zone inondable, y compris des sites relevant de l'intercommunalité. Elle sera intégrée dans la notice ou l'étude d'impact du projet de STEP.

Dans les cas où les conclusions de l'étude multi-sites confirment l'absence d'alternative et conduisent le maître d'ouvrage à maintenir le projet de démolition, de reconstruction, de modernisation, ou d'extension d'une STEP en zone inondable, l'ingénierie du projet devra respecter impérativement les prescriptions suivantes :

- les ouvrages construits ou reconstruits devront assurer la transparence hydraulique en cas de crue. Les ouvrages nouveaux se situeront dans le prolongement des ouvrages existants, à l'aval ou à l'amont, afin de ne pas diminuer la largeur d'écoulement dans le lit majeur de la rivière.

- la capacité d'extension de la STEP est limitée à 30% de l'emprise au sol existante au moment de l'approbation du PPRI.

- la création de remblai, ou l'extension de remblais existants, doivent rester très limités et constituer l'exception à fortement motiver techniquement,

- la conception des ouvrages doit leur permettre de résister aux flots et aux embâcles,

- si la filière de traitement intègre un procédé extensif susceptible de dommages lors du passage de la crue, le projet doit prévoir les dispositifs transitoires et en chiffrer le coût, dans l'attente de la reconstitution du dispositif de traitement initial.

- Les installations électriques doivent être positionnées au dessus de la crue centennale, ou des plus hautes eaux connues (PHEC) si leur niveau est supérieur, afin de continuer à fonctionner ou à défaut de permettre un retour rapide à la normale lors de la décrue.

- les clôtures ajourées sur toute leur hauteur seront à maille large (type grillage à moutons, clôture 3 fils ...), pour limiter la gêne à l'écoulement

des eaux . Les règles de sécurité particulières aux installations (par exemple, interdiction d'accès aux ouvrages) restent applicables par ouvrage ou groupe d'ouvrages proches, sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou de l'exploitant.

- Les travaux nécessaires à la mise aux normes réglementaires des installations agricoles, classées pour la protection de l'environnement, existantes à la date d'approbation du PPR .

- les surélévations des constructions à usage d'habitation, sous réserve de ne pas créer de logement supplémentaire et de doter l'habitation d'un étage habitable au-dessus des plus hautes eaux connues, avec des ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.

Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

- les reconstructions de bâtiments régulièrement autorisés, sinistrés pour des causes autres que l'inondation, avec possibilité d'extension dans les limites définies ci-dessus.

- Le changement de destination des moulins, anciens moulins ou lavoirs et de leurs bâtiments annexes en bâtiment destiné à une des activités suivantes : activités touristiques, culturelles, sportives ou de loisirs sans hébergement, activités traditionnelles liées à la présence de l'eau (moulins), micro-centrales électriques. Ce changement est admis sous réserve de diminuer la vulnérabilité et de disposer d'un niveau accessible au public, au dessus des PHEC.

- L'augmentation de la capacité d'accueil des terrains de camping autorisés à la date de prescription du PPR dans les conditions suivantes :

- Augmentation du nombre d'emplacements limitée à 20 % du nombre d'emplacements autorisés à la date de prescription du PPR.

- Interdiction de nouvelles habitations légères de loisirs (H.L.L.) et résidences mobiles de loisirs.

- Analyse détaillée de la vulnérabilité du terrain de camping (existant + projet d'extension). Identification et mise en œuvre, par l'exploitant ou le propriétaire des terrains, des mesures de réduction de vulnérabilité qui s'avèreraient nécessaires

- Un plan d'évacuation devra être établi et joint à la demande d'autorisation ; Il sera mis en œuvre sous la responsabilité du propriétaire ou de l'exploitant, sous le contrôle du maire, après accord du service départemental d'incendie et de secours

- L'augmentation du nombre d'emplacements des terrains d'accueil des gens du voyage limitée à 20 % du nombre d'emplacements existant à la date d'approbation du PPR.

- La rénovation et la mise aux normes des installations sanitaires et autres équipements des aires d'accueil des gens du voyage, y compris reconstruction

éventuelle dans le respect de la réglementation spécifique à l'aménagement de ces terrains , sous réserve d'une réduction de la vulnérabilité de l'aire d'accueil.

Article 4 - Mesures de prévention obligatoires

Les propriétaires, locataires, maîtres d'ouvrages, concessionnaires ou délégataires de service public , exploitants publics et privés, sont tenus de mettre en œuvre les dispositions suivantes pour la protection des personnes ou pour limiter les dommages aux biens en cas d'inondation, chacun pour ce qui le concerne, y compris à l'intérieur des propriétés particulières.

4 - 1 Mesures de prévention à mettre en œuvre de façon permanente

- Les objets et matériels pouvant être entraînés par une crue, notamment les stocks de bois de chauffage, de matériaux ou de matériels, les réservoirs de tous types, les mobiliers d'extérieur et autres équipements seront soit arrimés solidement, soit contenus dans un enclos ou une remise, soit évacués hors de la zone inondable.

- Les propriétaires et exploitants prendront toutes précautions pour que les installations flottantes (bateaux, pontons flottants, ...) ne puissent en aucun cas être emportés par les crues, au risque par exemple de mettre en danger la résistance des ponts.

- Mesures concernant les boisements naturels et les plantations d'essences forestières, sur la totalité de la zone inondable définie dans le PPR., à mettre en œuvre par l'ensemble des propriétaires ou exploitants des parcelles situées dans la zone inondable :

1) Réalisation d'un entretien régulier de la végétation de sous-étage de façon à ce que celle-ci soit limitée à une hauteur de 1.50m (en pratique, cela correspondra le plus souvent à une fréquence d'entretien annuelle ou bisannuelle), qui comprendra notamment :

- L'élagage des branches situées au-dessous du niveau des plus hautes eaux connues, l'entretien des accès (sans réalisation de remblais) y compris fossés et busages,
- L'élimination des branchages et résidus de coupe,
- L'enlèvement ou le broyage des arbres et perches mortes ou vivantes jonchant le sol.

2) L' éclaircissement des plantations pour obtenir une distance minimale de 7 m entre les arbres. Pour les plantations ou replantations réalisées après l'approbation du PPR, maintien d'une largeur de 5m de part et d'autre des fossés principaux libre de toute plantation ou replantation .

3) L'éclaircissement des boisements naturels

L'entretien sera effectué dans le respect de l'équilibre écologique de la rivière et de son lit majeur (maintien de la biodiversité, préservation des zones humides).

Les dépôts de bois résultant de l'exploitation forestière ainsi que les résidus de cette exploitation doivent être évacués au fur et à mesure hors zone inondable

4 - 2 Mesures de prévention à mettre en œuvre dans un délai de 5 ans

à compter de l'approbation du PPR par les particuliers, propriétaires, exploitants

- Contrôler les objets flottants, dangereux ou polluants
 - L'ensemble des réservoirs ou citernes devront être arrimés pour ne pas être entraînés par la crue.
 - le stockage des substances et préparations dangereuses (définies par l'article R 231-51 du Code du travail) devra être prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues .
 - les citernes non enterrées, contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, devront être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - les citernes enterrées devront être ancrées. L'ancrage devra être calculé de façon à résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues,
 - les orifices de remplissage devront être étanches et le débouché des tuyaux d'évents devra se situer au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

- Matérialiser les emprises de piscines, bassins, canaux, biefs et regards existants dans les secteurs d'aléa fort et très fort, afin d'éviter des chutes et des risques de noyade par suite de l'effacement des emprises consécutive à une inondation . L'emplacement de ces équipements et ouvrages doit rester visible en cas d'inondation par la mise en place d'une matérialisation permanente sous forme de balises ou autre système de signalisation.

- Remettre en état d'entretien normal les parcelles actuellement non entretenues nécessitant une intervention longue ou coûteuse. Ces mesures concernent les boisements naturels et les plantations d'essences forestières sur la totalité de la zone inondable définie dans le PPR et sont à mettre en œuvre par l'ensemble des propriétaires ou exploitants des parcelles situées dans la zone inondable : Une remise en état d'entretien normal sera réalisée par application progressive des prescriptions relatives aux mesures permanentes d'entretien.

4 - 3 Mesures de prévention à mettre en œuvre sur les projets (projets nouveaux, travaux sur l'existant)

Les mesures suivantes seront appliquées :

- Réaliser pour les constructions nouvelles à usage d'habitation et les reconstructions de bâtiment d'habitation suite à un sinistre autre que l'inondation, un premier niveau de plancher au-dessus du niveau des plus hautes eaux

connues, doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.

Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

- Implanter un bâtiment isolé parallèlement au sens d'écoulement de la rivière en crue.
- S'assurer que les constructions et installations nouvelles seront aptes à résister structurellement aux remontées de nappe et à une inondation dont le niveau serait égal aux plus hautes eaux connues.
- Réaliser des fondations pouvant résister aux affouillements, tassements différentiels et érosions, pour la crue de référence.
- Réaliser des murs pouvant résister aux pressions hydrostatiques, aux chocs dus aux objets transportés par l'inondation et à l'immersion.
- S'assurer que l'eau pourra s'évacuer gravitairement et rapidement du bâtiment après une inondation.
- Prévoir d'utiliser des systèmes constructifs ou des matériaux insensibles à l'eau, à séchage rapide, ou dont le remplacement est facile.
- Les ventilations au-dessous du niveau des PHEC devront pouvoir être rendues étanches ou, en cas d'impossibilité, être dotées de dispositifs ne laissant passer que de l'eau claire.
- Prévoir des ouvertures suffisantes (fenêtres, portes extérieures et intérieures, passages d'air) pour assurer une ventilation naturelle (courant d'air) nécessaire pour un assèchement rapide des locaux après une inondation.
- En cas de construction sur vide sanitaire, rendre celui-ci accessible soit par une trappe (60 x 60 cm minimum) dans le plancher, soit par une porte latérale. La circulation doit être possible sous la totalité du vide sanitaire (non-cloisonnement, hauteur sous-plafond supérieure à 1 m). Le vide sanitaire doit être ventilé en partie haute.
- Alimentation électrique et courants faibles: Mettre en œuvre une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau. En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables. Protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA.
- Installer au-dessus des PHEC les équipements sensibles (installation de chauffage (chaudière), production d'eau chaude sanitaire, machinerie d'ascenseur, installations de ventilation, installations frigorifiques des entreprises, machines vulnérables ou coûteuses).
- Pour les constructions nouvelles, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Construire au-dessus des PHEC les équipements vulnérables des réseaux publics nouveaux et des extensions des réseaux existants lorsque la sécurité publique le nécessite (eau potable, électricité, téléphone, gaz). Lorsque la mise hors d'eau n'est pas possible (réseaux le long des ponts), il convient d'assurer la protection du réseau par des dispositifs adéquats permettant notamment de pouvoir isoler les sections les plus vulnérables.

Article 5 - Mesures de prévention recommandées

- Saisir toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions existantes et pour assurer la sécurité des personnes et des biens, sans créer d'obstacle à l'écoulement de la crue.
- Bâtiments agricoles : Préalablement à toute construction, extension, installation ou aménagement nouveau, réalisation d'un auto-diagnostic de vulnérabilité de l'exploitation agricole vis à vis du risque d'inondation. L'exploitant pourra utiliser les guides méthodologiques publiées par l'agence de Loire-Bretagne, établi en partenariat avec les chambres d'agriculture.
- Privilégier les occupations des sols qui contribuent à la prévention des risques : maintenir et augmenter, dans la mesure du possible, les surfaces en prairie. Pérenniser les cultures et éviter l'extension des boisements.
- Entretien des espaces boisés : Dans la mesure des moyens matériels et humains dont elles pourront disposer, il est recommandé aux communes de faciliter la mise en œuvre des mesures d'entretien en proposant aux propriétaires des formules d'entretien collectif ou tout autre dispositif permettant d'assurer la pérennité de l'entretien du lit majeur de la Vienne et de ses annexes hydrauliques.
- Alimentation électrique : Prévoir un coffret d'alimentation hors d'eau. Sous les PHEC , utiliser des prises de courant et des contacteurs insensibles à l'eau (laiton par exemple) .
- Pour les constructions existantes, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Rendre possible un démontage rapide et un stockage au sec de matériels fragiles ou coûteux (par exemple, brûleur de chaudière).
- Prévoir, après examen au cas par cas, la mise en place d'un batardeau sur les ouvertures. Il s'agit d'empêcher l'eau de rentrer dans la construction à l'aide d'un système de fermeture provisoire dont la hauteur ne devrait pas excéder 1 m.
- Projets d'infrastructures de transports terrestres (voie nouvelle routière, ou autoroutière, ou réaménagement d'une voie existante traversant la vallée de la Vienne, voie ferrée) : Prévoir dans la liste des fonctions à assurer par l'ouvrage une fonction de maintien des circulations routières en cas de crue majeure, telle que la crue de référence du PPR (crue type 1792).

- Recommandations à l'attention des collectivités locales :

Il est également recommandé aux collectivités locales compétentes de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Réaliser une étude de réduction de la vulnérabilité aux inondations des réseaux existants d'alimentation en électricité, en téléphone et en eau potable.

- Réseaux d'assainissement des collectivités publiques (eaux usées, eaux pluviales) :

Il est recommandé aux collectivités d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale et de prendre toutes les mesures correctives pour assurer la pérennité du dispositif en cas de crue.

- Réaliser un diagnostic des infrastructures publiques situées en bordure de la Vienne ou dans son lit majeur (routes, ponts, murs de soutènement, perrés, digues ...) pour bien connaître les ouvrages situés dans les zones les plus sensibles et évaluer leur comportement en cas de survenance d'une crue similaire à celle de 1923 (crue centennale). Etablir, si c'est nécessaire, un programme d'entretien et un programme de travaux de renforcement pour résister aux crues, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, en fonction des priorités avérées et des moyens financiers qui pourront être mobilisés.

La nature du diagnostic sera adaptée à la situation particulière de l'ouvrage dans la zone inondable. Une attention particulière sera portée au maintien des capacités d'écoulement des ouvrages de décharge voire à leur renforcement, si nécessaire.

- Clôtures : Pour faciliter l'information des maîtres d'ouvrage et l'application du PPR, il est fortement recommandé de soumettre à déclaration préalable, par délibération du conseil municipal, les clôtures projetées en zone inondable.

- Réseaux d'assainissement des industriels (eaux usées, eaux pluviales) : Le maire recommandera aux industriels d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale.

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A4**Caractère de la zone**

La zone A4 correspond à la partie de la zone inondable non urbanisée, ou peu urbanisée et peu aménagée, en aléa très fort. La zone A4 est inconstructible sauf exceptions précisées dans le présent règlement.

Article 1 - Sont interdits

- Tous remblais, constructions, ouvrages, installations, travaux, exploitation des terrains, à l'exception de ceux admis aux articles 2 et 3.

Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés**1 - Constructions et installations**

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les abris nécessaires aux installations de pompage pour l'irrigation,
- les installations d'irrigation. En fin de saison d'irrigation ou à l'approche d'une période de crues (crue annoncée à l'amont du bassin versant de la Vienne) :
 - les installations démontables seront évacuées hors zone inondable.
 - les installations fixes ou difficilement démontables seront disposées de façon à ne pas constituer un obstacle à l'écoulement des eaux.
- les installations de captage d'eau potable, les pylônes (réseau de transport d'électricité, télécommunications), les installations techniques d'intérêt public nécessaires aux gazoducs et oléoducs, à condition qu'ils ne puissent pas être implantés hors zone inondable et que des mesures strictes d'invulnérabilité soient prises. Il convient d'entendre par là toutes les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'équipement en cas de crue et pour effacer les dommages provoqués par la crue.
- les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics d'assainissement et d'alimentation en eau potable y compris les remblaiements strictement indispensables, à l'exclusion des stations d'épuration des eaux usées, des installations de traitement des déchets, des usines de traitement d'eau potable et des réservoirs d'eau potable à condition que des mesures strictes d'invulnérabilité soient prises. Il convient d'entendre par là toutes les

mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'équipement en cas de crue et pour effacer les dommages provoqués par la crue.

- Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ferroviaires.

- les clôtures ajourées sur toute leur hauteur à maille large (type clôture 3 fils, grillage à moutons...) : cette règle s'applique aussi aux clôtures et autres éléments de séparation ou de protection intérieurs aux propriétés foncières,

- les manifestations temporaires en lien avec le fleuve type « fête de l'eau » et les installations provisoires associées (chapiteau, buvette ...). Le responsable de la manifestation prendra les dispositions adaptées pour évacuer l'ensemble des installations dans un délai d'une journée, en cas de risque de montée des eaux.

- sont autorisés à titre exceptionnel les permis précaires pour les constructions et travaux destinés au fonctionnement des activités de loisirs nautiques et de navigation. L'emprise au sol de ces constructions est limitée à 150 m².

2 - Ouvrages et travaux

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les endiguements justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés, à condition de ne pas aggraver les conséquences des inondations en amont et en aval.

- les travaux de consolidation et d'extension mesurée des tertres ou remblais sur lesquels existent des bâtiments constituant le site d'exploitation agricole dans les cas suivants :

- consolidation d'un remblai ou tertre existant à la date d'approbation du PPR, s'il est nécessaire à l'exploitation agricole..

- remblai nécessaire pour la construction d'un bâtiment ou d'une extension autorisés.

Les remblais seront situés dans le prolongement des tertres existants, si possible en amont ou en aval, pour ne pas gêner l'écoulement de la crue. Les remblais nouveaux seront calés à la même altitude que les remblais existants, éventuellement majorée de 1 m au plus. La surface de la base du remblai devra être la plus réduite possible.

- les aménagements le long de la Vienne décrits ci-après : Les cales ou installations pour la mise à l'eau ou l'entretien des bateaux, la rénovation et l'entretien des ports, les travaux nécessaires au maintien en état des berges (y compris des remblais limités), les installations de production hydroélectriques,

s'ils sont conformes aux dispositions du titre 1^{er} du livre II du code de l'Environnement, à condition que toutes les mesures soient prises pour ne pas aggraver les risques et les effets des crues en amont et en aval.

- les travaux d'infrastructures publiques de transports terrestres, leurs équipements et les remblaiements strictement indispensables à condition :
 - que leurs fonctions rendent impossible toute solution d'implantation en dehors de la zone inondable.
 - que le parti retenu, parmi les différentes solutions techniques envisageables, soit le meilleur compromis entre les enjeux hydrauliques, économiques et environnementaux
 - que toutes les mesures soient prises pour ne pas aggraver les risques et les effets des crues en amont et en aval.

- les espaces verts, aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, sans réalisation de remblais. Les matériaux utilisés devront se substituer au sol existant qui devra être évacué en dehors de la zone inondable.

3 - Exploitation des terrains

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- Les prairies.
- La plantation de vignes dans la zone d'appellation AOC existante lors de l'approbation du PPR.
- les cultures annuelles avec une hauteur de développement des végétaux inférieure à 2,50m.
- Les haies, disposées de préférence dans le sens d'écoulement de la rivière. Lorsque les haies ne sont pas dans le sens du courant, des discontinuités seront prévues pour laisser passer l'eau.
- Les plantations d'essences locales pour créer une ripisylve le long des berges de la Vienne, du ruisseau « le Canal », du ruisseau de Saint-Mexme et des divers ruisseaux et fossés, si elles sont nécessaires à la restauration ponctuelle de milieux dégradés.

Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements et modifications de façades et réfections de toitures.
- Les constructions, ouvrages et installations nécessaires au fonctionnement des anciens moulins ou permettant d'y accéder sont aussi concernés par cette disposition.

- les réparations après inondation des constructions ayant une existence juridique,
- les surélévations des constructions à usage d'habitation, sous réserve de ne pas créer de logement supplémentaire et de doter l'habitation d'un étage habitable au-dessus des plus hautes eaux connues, avec des ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.
Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².
- les reconstructions de bâtiments régulièrement autorisés, sinistrés pour des causes autres que l'inondation, dans les conditions suivantes :
 - Ils ne devront pas comporter de sous-sols creusés (totalement ou partiellement) sous le niveau du terrain naturel.
 - S'il s'agit de reconstruire un bâtiment à usage d'habitation, le premier niveau de plancher devra se trouver au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues (PHEC), et être doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.
- La reconstruction des murs de soutènement existants en bordure de la Vienne, à la date d'approbation du PPR.
- La rénovation et l'extension des installations de captage d'eau potable existantes.
- Les travaux concernant une station d'épuration existante (démolition-reconstruction, modernisation, extension des ouvrages de traitement ...) si le maître d'ouvrage certifie qu'il dispose d'une étude démontrant que les travaux ne peuvent pas augmenter l'impact sur l'écoulement des eaux et sur le champ d'expansion des crues. Une réduction de la vulnérabilité des installations sera recherchée.
- Le changement de destination des moulins, anciens moulins ou lavoirs et de leurs bâtiments annexes en bâtiment destiné à une des activités suivantes : activités touristiques, culturelles, sportives ou de loisirs hors hébergement, activités traditionnelles liées à la présence de l'eau (moulins), micro-centrales électriques. Ce changement est admis sous réserve de diminuer la vulnérabilité et de disposer d'un niveau accessible au public, au dessus des PHEC.

Article 4 - Mesures de prévention obligatoires

Les propriétaires, locataires, maîtres d'ouvrages, concessionnaires ou délégataires de service public, exploitants publics et privés, sont tenus de mettre en œuvre les dispositions suivantes pour la protection des personnes ou pour limiter les dommages aux biens en cas d'inondation, chacun pour ce qui le concerne, y compris à l'intérieur des propriétés particulières.

4 - 1 Mesures de prévention à mettre en œuvre de façon permanente

- Les objets et matériels pouvant être entraînés par une crue, notamment, les stocks de bois de chauffage, de matériaux ou de matériels, les réservoirs de tous types, les mobiliers d'extérieur et autres équipements seront soit arrimés solidement, soit contenus dans un enclos ou une remise, soit évacués hors de la zone inondable.

- Les propriétaires et exploitants prendront toutes précautions pour que les installations flottantes (bateaux, pontons flottants, ...) ne puissent en aucun cas être emportés par les crues, au risque par exemple de mettre en danger la résistance des ponts.

- Mesures concernant les boisements naturels et les plantations d'essences forestières, sur la totalité de la zone inondable définie dans le PPR., à mettre en œuvre par l'ensemble des propriétaires ou exploitants des parcelles situées dans la zone inondable :

1) Réalisation d'un entretien régulier de la végétation de sous-étage de façon à ce que celle-ci soit limitée à une hauteur de 1.50m (en pratique, cela correspondra le plus souvent à une fréquence d'entretien annuelle ou bisannuelle), qui comprendra notamment :

- L'élagage des branches situées au-dessous du niveau des plus hautes eaux connues, l'entretien des accès (sans réalisation de remblais) y compris fossés et busages,
- L'élimination des branchages et résidus de coupe,
- L'enlèvement ou le broyage des arbres et perches mortes ou vivantes jonchant le sol.

2) L'éclaircissement des plantations pour obtenir une distance minimale de 7 m entre les arbres. Pour les plantations ou replantations réalisées après l'approbation du PPR, maintien d'une largeur de 5m de part et d'autre des fossés principaux libre de toute plantation ou replantation .

3) L'éclaircissement des boisements naturels.

L'entretien sera effectué dans le respect de l'équilibre écologique de la rivière et de son lit majeur (maintien de la biodiversité, préservation des zones humides).

Les dépôts de bois résultant de l'exploitation forestière ainsi que les résidus de cette exploitation doivent être évacués au fur et à mesure hors zone inondable

4 - 2 Mesures de prévention à mettre en œuvre dans un délai de 5 ans

à compter de l'approbation du PPR par les particuliers, propriétaires, exploitants

- Contrôler les objets flottants, dangereux ou polluants

- L'ensemble des réservoirs ou citernes devront être arrimés pour ne pas être entraînés par la crue.
- le stockage des substances et préparations dangereuses (définies par l'article R 231-51 du Code du travail) devra être prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues .
 - les citernes non enterrées, contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, devront être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - les citernes enterrées devront être ancrées. L'ancrage devra être calculé de façon à résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues,
 - les orifices de remplissage devront être étanches et le débouché des tuyaux d'évents devra se situer au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

- Matérialiser les emprises de piscines, bassins, canaux, biefs et regards existants dans les secteurs d'aléa fort et très fort, afin d'éviter des chutes et des risques de noyade par suite de l'effacement des emprises consécutif à une inondation . L'emplacement de ces équipements et ouvrages doit rester visible en cas d'inondation par la mise en place d'une matérialisation permanente sous forme de balises ou autre système de signalisation.

- Remettre en état d'entretien normal les parcelles actuellement non entretenues nécessitant une intervention longue ou coûteuse. Ces mesures concernent les boisements naturels et les plantations d'essences forestières sur la totalité de la zone inondable définie dans le PPR et sont à mettre en œuvre par l'ensemble des propriétaires ou exploitants des parcelles situées dans la zone inondable : Une remise en état d'entretien normal sera réalisée par application progressive des prescriptions relatives aux mesures permanentes d'entretien.

4 - 3 Mesures de prévention à mettre en œuvre sur les projets (projets nouveaux, travaux sur l'existant)

Les mesures suivantes seront appliquées :

- Réaliser pour les reconstructions de bâtiment d'habitation suite à un sinistre autre que l'inondation un premier niveau de plancher au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues (PHEC), doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.

Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

- Implanter un bâtiment isolé parallèlement au sens d'écoulement de la rivière en crue.

- S'assurer que les constructions et installations nouvelles seront aptes à résister structurellement aux remontées de nappe et à une inondation dont le niveau serait égal aux plus hautes eaux connues.
- Réaliser des fondations pouvant résister aux affouillements, tassements différentiels et érosions, pour la crue de référence.
- Réaliser des murs pouvant résister aux pressions hydrostatiques, aux chocs dus aux objets transportés par l'inondation et à l'immersion.
- S'assurer que l'eau pourra s'évacuer gravitairement et rapidement du bâtiment , après une inondation.
- Prévoir d'utiliser des systèmes constructifs ou des matériaux insensibles à l'eau, à séchage rapide, ou dont le remplacement est facile.
- Les ventilations au-dessous du niveau des PHEC devront pouvoir être rendues étanches ou, en cas d'impossibilité, être dotées de dispositifs ne laissant passer que de l'eau claire.
- Prévoir des ouvertures suffisantes (fenêtres, portes extérieures et intérieures, passages d'air) pour assurer une ventilation naturelle (courant d'air) nécessaire pour un assèchement rapide des locaux après une inondation.
- En cas de construction sur vide sanitaire, rendre celui-ci accessible soit par une trappe (60 x 60 cm minimum) dans le plancher, soit par une porte latérale. La circulation doit être possible sous la totalité du vide sanitaire (non-cloisonnement, hauteur sous-plafond supérieure à 1 m) . Le vide sanitaire doit être ventilé en partie haute.
- Alimentation électrique et courants faibles : Mettre en œuvre une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau . En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables. Protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA .
- Installer au-dessus des PHEC les équipements sensibles (installation de chauffage (chaudière), production d'eau chaude sanitaire, machinerie d'ascenseur, installations de ventilation, installations frigorifiques des entreprises, machines vulnérables ou coûteuses).
- Pour les constructions nouvelles, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Construire au-dessus des PHEC les équipements vulnérables des réseaux publics nouveaux et des extensions des réseaux existants lorsque la sécurité publique le nécessite (eau potable, électricité, téléphone, gaz). Lorsque la mise hors d'eau n'est pas possible (réseaux le long des ponts ...), il convient d'assurer la protection du réseau par des dispositifs adéquats permettant notamment de pouvoir isoler les sections les plus vulnérables .

Article 5 - Mesures de prévention recommandées

- Saisir toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions existantes et pour assurer la sécurité des personnes et des biens, sans créer d'obstacle à l'écoulement de la crue.

- Bâtiments agricoles : Préalablement à toute construction, extension, installation ou aménagement nouveau, réalisation d'un auto-diagnostic de vulnérabilité de l'exploitation agricole vis à vis du risque d'inondation. L'exploitant pourra utiliser les guides méthodologiques publiées par l'agence de Loire-Bretagne, établi en partenariat avec les chambres d'agriculture.

- Privilégier les occupations des sols qui contribuent à la prévention des risques : maintenir et augmenter, dans la mesure du possible, les surfaces en prairie. Pérenniser les cultures et éviter l'extension des boisements.

- Entretien des espaces boisés : Dans la mesure des moyens matériels et humains dont elles pourront disposer, il est recommandé aux communes de faciliter la mise en œuvre des mesures d'entretien en proposant aux propriétaires des formules d'entretien collectif ou tout autre dispositif permettant d'assurer la pérennité de l'entretien du lit majeur de la Vienne.

- Alimentation électrique : Prévoir un coffret d'alimentation hors d'eau. Sous les PHEC , utiliser des prises de courant et des contacteurs insensibles à l'eau (laiton par exemple) .

- Pour les constructions existantes, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.

- Rendre possible un démontage rapide et un stockage au sec de matériels fragiles ou coûteux (par exemple, brûleur de chaudière).

- Prévoir, après examen au cas par cas, la mise en place d'un batardeau sur les ouvertures. Il s'agit d'empêcher l'eau de rentrer dans la construction à l'aide d'un système de fermeture provisoire dont la hauteur ne devrait pas excéder 1 m.

- Projets d'infrastructures de transports terrestres (voie nouvelle routière, ou autoroutière, ou réaménagement d'une voie existante traversant la vallée de la Vienne, voie ferrée) : Prévoir dans la liste des fonctions à assurer par l'ouvrage une fonction de maintien des circulations routières en cas de crue majeure, telle que la crue de référence du PPR (crue type 1792).

- Recommandations à l'attention des collectivités locales :

Il est également recommandé aux collectivités locales compétentes de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Réaliser une étude de réduction de la vulnérabilité aux inondations des réseaux existants d'alimentation en électricité, en téléphone et en eau potable.

- Réseaux d'assainissement des collectivités publiques (eaux usées, eaux pluviales) :

Il est recommandé aux collectivités d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement

au moins pour une crue de fréquence centennale et de prendre toutes les mesures correctives pour assurer la pérennité du dispositif en cas de crue.

- Réaliser un diagnostic des infrastructures publiques situées en bordure de la Vienne ou dans son lit majeur (routes, ponts, murs de soutènement, perrés, digues ...) pour bien connaître les ouvrages situés dans les zones les plus sensibles et évaluer leur comportement en cas de survenance d'une crue similaire à celle de 1923 (crue centennale). . Etablir, si c'est nécessaire, un programme d'entretien et un programme de travaux de renforcement pour résister aux crues, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, en fonction des priorités avérées et des moyens financiers qui pourront être mobilisés. La nature du diagnostic sera adaptée à la situation particulière de l'ouvrage dans la zone inondable. Une attention particulière sera portée au maintien des capacités d'écoulement des ouvrages de décharge voire à leur renforcement, si nécessaire.

- Clôtures : Pour faciliter l'information des maîtres d'ouvrage et l'application du PPR, il est fortement recommandé de soumettre à déclaration préalable, par délibération du conseil municipal, les clôtures projetées en zone inondable.

- Réseaux d'assainissement des industriels (eaux usées, eaux pluviales) : Le maire recommandera aux industriels d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale.

TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LA ZONE INONDABLE URBANISEE

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LA ZONE B1

Caractère de la zone

La zone B1 correspond à la partie de la zone inondable déjà urbanisée, en aléa faible. Elle est constructible avec des prescriptions précisées dans le présent règlement.

Elle comporte deux secteurs :

- le secteur B1b correspond aux centres-villes et centres-bourgs anciens, à forte densité de constructions et / ou d'habitants. L'identification de ce secteur a pour objet de permettre le maintien du caractère et de la morphologie des centres anciens.

- le secteur B1z correspond aux zones urbanisées à usage d'activités ou de services, soumises au débordement direct de la Vienne, dans lesquelles il est nécessaire de limiter les enjeux exposés tout en permettant le maintien et l'évolution modérée des activités économiques existantes.

Article 1 - Sont interdits

Sur l'ensemble de la zone B1:

- Les remblaiements, ouvrages ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection des lieux fortement urbanisés ou qui ne seraient pas indispensables à la réalisation de travaux d'infrastructures publiques
 - les sous-sols creusés (totalement ou partiellement) sous le niveau du terrain naturel, les parkings souterrains et locaux techniques en sous-sol,
 - Les nouveaux équipements nécessaires au fonctionnement des services publics en période de crise, et en particulier les centres de secours.
 - les nouveaux équipements de santé, tels les hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, centres de post-cure et centres accueillant de façon permanente des personnes à autonomie limitée.
 - les nouvelles stations d'épuration des eaux usées, installations de traitement des déchets ou de traitement d'eau potable,

- La fabrication des substances et préparations dangereuses (définies à l'article R 231-51 du Code du travail).

Dans le secteur B1z :

- Le changement de destination de constructions existantes en habitation.
- Les constructions nouvelles à usage d'habitation, sauf s'il s'agit du remplacement sur la même emprise d'un bâtiment à usage d'habitation existant, ou s'il s'agit d'un logement de gardien nécessaire à une entreprise ou un établissement scolaire.

Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés

- **Sont autorisées les constructions nouvelles à usage d'habitation** , respectant les prescriptions ci-dessous, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4

- L'emprise au sol des constructions à usage d'habitation, annexes comprises, sera la plus réduite possible et au plus égale à 30 % de la partie de l'unité foncière située dans la zone B1.

Dans le secteur B1b, il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.

- **Sont autorisées les constructions nouvelles à usage d'activités économiques (industrielles, artisanales, commerciales, agricoles...) et de service** respectant les prescriptions ci-dessous, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4

- L'emprise au sol de ces constructions, annexes comprises, sera la plus réduite possible et au plus égale à 40 % de la partie de l'unité foncière située dans la zone B1 ou le secteur B1z.

Dans le secteur B1b, il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.

- En cas de reconstruction après démolition volontaire de bâtiments d'activités (industrielles, artisanales, commerciales, agricoles, ...) ou de services, dépassant les coefficients d'emprise au sol fixés ci-dessus, le nouveau bâtiment peut occuper une emprise équivalente.

Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Ces prescriptions sont relatives aux extensions, reconstructions et changements de destination des bâtiments existants

Sont autorisés dans le respect des prescriptions ci-dessous, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements et modifications de façades et réfections de toitures,
- les réparations après inondation des constructions ayant une existence juridique .
- l'extension des constructions ayant une existence juridique ainsi que la construction d'annexes à celles-ci dans la limite la plus favorable, pour le demandeur, entre :
 - d'une part, le plafond défini en application des coefficients d'emprise au sol fixés à l'article 2,
 - d'autre part, les plafonds suivants :
 - 50 m² d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation, annexes comprises, l'extension des pièces d'habitation ne pouvant dépasser 25 m² ;
 - 30 % de l'emprise au sol existante pour les bâtiments à usage d'activités économiques et de service, annexes comprises, dans la limite de 150 m² pour l'extension.

Ces possibilités d'extension peuvent être utilisées en une seule ou plusieurs fois sans pouvoir au total excéder les plafonds susvisés.

L'emprise au sol initiale à prendre en compte pour l'application de ces plafonds de 50 m² , 20%, 30 % ou 150 m² est celle de l'ensemble des bâtiments existants sur la partie de l'unité foncière située dans la zone B1, à la date d'approbation du PPR .

Pour les terrains sur lesquels des constructions ont été autorisées depuis cette date, les extensions ne sont admises que dans la limite des plafonds définis à l'article 2.

- En cas de reconstruction après démolition volontaire de bâtiments d'activités (industrielles, artisanales, commerciales, agricoles, ...) ou de services, dépassant les coefficients d'emprise au sol fixés ci-dessus, le nouveau bâtiment peut occuper une emprise équivalente s'il permet de diminuer la vulnérabilité de l'activité .
- Les travaux d'extension et de modernisation des équipements de secours et de santé existants tels que centres de secours, hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, centres de post-cure et centres accueillant de façon permanente des personnes à autonomie limitée, sont autorisés sous réserve :

- d'avoir étudié les possibilités de délocalisation hors zone inondable , dans une démarche de développement durable prenant en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux,
 - de respecter les limites d'emprises définies ci-dessus,
 - de ne pas augmenter les capacités d'hébergement,
 - de réduire la vulnérabilité,
 - d'améliorer qualitativement l'accueil des personnes,
 - d'établir un plan de secours et d'évacuation en cas de crue importante.
- les surélévations de construction à usage d'habitation, sous réserve de doter l'habitation d'un étage habitable au-dessus des plus hautes eaux connues, si elle n'en dispose pas déjà, avec des ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation. Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².
- La reconstruction sur l'emprise initiale de bâtiments sinistrés (y compris par une inondation) ayant une existence juridique, dans le respect des prescriptions relatives aux constructions nouvelles. La reconstruction peut bénéficier des possibilités d'extension prévues dans le présent article.
- Le changement de destination d'une construction existante en habitation s'il est possible de créer, pour chaque logement, un étage habitable au-dessus des plus hautes eaux connues,
L' étage habitable doit être doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation. Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

Article 4 - Mesures de prévention obligatoires

Les propriétaires, locataires, maîtres d'ouvrages, concessionnaires ou délégataires de service public , exploitants publics et privés, sont tenus de mettre en œuvre les dispositions suivantes pour la protection des personnes ou pour limiter les dommages aux biens en cas d'inondation, chacun pour ce qui le concerne, y compris à l'intérieur des propriétés particulières.

4 - 1 Mesures de prévention à mettre en œuvre de façon permanente

Les objets et matériels pouvant être entraînés par une crue, notamment les pontons de pêche, les stocks de bois de chauffage, de matériaux ou de matériels, les réservoirs de tous types, les mobiliers d'extérieur et autres équipements seront soit arrimés solidement, soit contenus dans un enclos ou une remise, soit évacués hors de la zone inondable.

4 - 2 Mesures de prévention à mettre en œuvre dans un délai de 5 ans
à compter de l'approbation du PPR par les particuliers, propriétaires, exploitants.

- Contrôler les objets flottants, dangereux ou polluants
 - L'ensemble des réservoirs ou citernes devront être arrimés pour ne pas être entraînés par la crue.
 - le stockage des substances et préparations dangereuses (définies par l'article R 231-51 du Code du travail) devra être prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues .
 - les citernes non enterrées, contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, devront être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - les citernes enterrées devront être ancrées. L'ancrage devra être calculé de façon à résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues,
 - les orifices de remplissage devront être étanches et le débouché des tuyaux d'évents devra se situer au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

- Matérialiser les emprises de piscines, bassins, canaux, biefs et regards existants dans les secteurs d'aléa fort et très fort, afin d'éviter des chutes et des risques de noyade par suite de l'effacement des emprises consécutive à une inondation . L'emplacement de ces équipements et ouvrages doit rester visible en cas d'inondation par la mise en place d'une matérialisation permanente sous forme de balises ou autre système de signalisation.

4 - 3 Mesures de prévention à mettre en œuvre sur les projets (projets nouveaux, travaux sur l'existant)

Les mesures suivantes seront appliquées :

- Réaliser pour les constructions nouvelles à usage d'habitation et les reconstructions de bâtiment d'habitation suite à un sinistre autre que l'inondation :
 - **dans la zone B1b un premier niveau de plancher à 0,50 m au moins au-dessus du niveau du terrain naturel et un étage habitable au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues (pour chaque logement),** doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.
 Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m2.

- dans la zone B1 et le secteur B1z un premier niveau de plancher au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues, doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.
- Implanter un bâtiment isolé parallèlement au sens d'écoulement de la rivière en crue.
- S'assurer que les constructions et installations nouvelles seront aptes à résister structurellement aux remontées de nappe et à une inondation dont le niveau serait égal aux plus hautes eaux connues.
- Réaliser des fondations pouvant résister aux affouillements, tassements différentiels et érosions, pour la crue de référence.
- Réaliser des murs pouvant résister aux pressions hydrostatiques, aux chocs dus aux objets transportés par l'inondation et à l'immersion.
- S'assurer que l'eau pourra s'évacuer gravitairement et rapidement du bâtiment , après une inondation.
- Prévoir d'utiliser des systèmes constructifs ou des matériaux insensibles à l'eau, à séchage rapide, ou dont le remplacement est facile.
- Les ventilations au-dessous du niveau des PHEC devront pouvoir être rendues étanches ou, en cas d'impossibilité, être dotées de dispositifs ne laissant passer que de l'eau claire.
- Prévoir des ouvertures suffisantes (fenêtres, portes extérieures et intérieures, passages d'air) pour assurer une ventilation naturelle (courant d'air) nécessaire pour un assèchement rapide des locaux après une inondation.
- En cas de construction sur vide sanitaire, rendre celui-ci accessible soit par une trappe (60 x 60 cm minimum) dans le plancher, soit par une porte latérale. La circulation doit être possible sous la totalité du vide sanitaire (non-cloisonnement, hauteur sous-plafond supérieure à 1 m) . Le vide sanitaire doit être ventilé en partie haute.
- Alimentation électrique et courants faibles : Mettre en œuvre une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau . En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables. Protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA .
- Installer au-dessus des PHEC les équipements sensibles (installation de chauffage (chaudière), production d'eau chaude sanitaire, machinerie d'ascenseur, installations de ventilation, installations frigorifiques des entreprises, machines vulnérables ou coûteuses).
- Pour les constructions nouvelles, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Construire au-dessus des PHEC les équipements vulnérables des réseaux publics nouveaux et des extensions des réseaux existants lorsque la sécurité publique le nécessite (eau potable, électricité, téléphone, gaz). Lorsque la mise hors d'eau n'est pas possible (réseaux le long des ponts), il convient d'assurer la protection du réseau par des dispositifs adéquats permettant notamment de pouvoir isoler les sections les plus vulnérables .

Article 5 - Mesures de prévention recommandées

- Saisir toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions existantes et pour assurer la sécurité des personnes et des biens, sans créer d'obstacle à l'écoulement de la crue.
- Bâtiments agricoles : Préalablement à toute construction, extension, installation ou aménagement nouveau, réalisation d'un auto-diagnostic de vulnérabilité de l'exploitation agricole vis à vis du risque d'inondation. L'exploitant pourra utiliser les guides méthodologiques publiées par l'agence de Loire-Bretagne, établi en partenariat avec les chambres d'agriculture.
- Prévoir des dispositifs ralentissant l'entrée de l'eau dans les bâtiments (avec éventuellement un système de filtration),
- Prévoir des matériaux à séchage rapide ou pouvant être facilement remplacé.
- Alimentation électrique : Prévoir un coffret d'alimentation hors d'eau. Sous les PHEC , utiliser des prises de courant et des contacteurs insensibles à l'eau (laiton par exemple) .
- Pour les constructions existantes, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Rendre possible un démontage rapide et un stockage au sec de matériels fragiles ou coûteux (par exemple, brûleur de chaudière).
- Projets d'infrastructures de transports terrestres (voie nouvelle routière, ou autoroutière, ou réaménagement d'une voie existante traversant la vallée de la Vienne, voie ferrée) : Prévoir dans la liste des fonctions à assurer par l'ouvrage une fonction de maintien des circulations routières en cas de crue majeure, telle que la crue de référence du PPR (crue type 1792).

- Recommandations à l'attention des collectivités locales :

Il est également recommandé aux collectivités locales compétentes de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Réaliser une étude de réduction de la vulnérabilité aux inondations des réseaux existants d'alimentation en électricité, en téléphone et en eau potable.
- Réseaux d'assainissement des collectivités publiques (eaux usées, eaux pluviales) :
Il est recommandé aux collectivités d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement

au moins pour une crue de fréquence centennale et de prendre toutes les mesures correctives pour assurer la pérennité du dispositif en cas de crue.

- Réaliser un diagnostic des infrastructures publiques situées en bordure de la Vienne ou dans son lit majeur (routes, ponts, murs de soutènement, perrés, digues ...) pour bien connaître les ouvrages situés dans les zones les plus sensibles et évaluer leur comportement en cas de survenance d'une crue similaire à celle de 1923 (crue centennale). Etablir, si c'est nécessaire, un programme d'entretien et un programme de travaux de renforcement pour résister aux crues, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, en fonction des priorités avérées et des moyens financiers qui pourront être mobilisés . La nature du diagnostic sera adaptée à la situation particulière de l'ouvrage dans la zone inondable. Une attention particulière sera portée au maintien des capacités d'écoulement des ouvrages de décharge voire à leur renforcement, si nécessaire.

- Réseaux d'assainissement des industriels (eaux usées, eaux pluviales) : Le maire recommandera aux industriels d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale.

Article 6 - Mesures à mettre en œuvre par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme

Dispositions obligatoires :

Afin de limiter la densité de population en zone inondable, les collectivités locales compétentes en matière d'urbanisme doivent fixer dans les plans locaux d'urbanisme un coefficient d'occupation des sols (COS) faible, qui ne saurait dépasser 0,9.

Les prescriptions ci-dessus relatives à la densité ne s'appliquent pas dans le secteur B1b. Toutefois, dans ce secteur, le COS et la hauteur maximale admise ne seront pas supérieurs à ceux déjà admis par le PLU en vigueur à la date d'approbation du PPR.

Dispositions recommandées :

Les espaces laissés libres de toute occupation seront affectés prioritairement à la réalisation d'espaces verts, d'équipements sportifs ou de loisirs.

Clôtures : Pour faciliter l'information des maîtres d'ouvrage et l'application du PPR, il est fortement recommandé de soumettre à déclaration préalable, par délibération du conseil municipal, les clôtures projetées en zone inondable.

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LA ZONE B3

Caractère de la zone

La zone B3 correspond à la partie de la zone inondable déjà urbanisée, en aléa fort. Elle est constructible avec des prescriptions précisées dans le présent règlement.

Elle comprend trois secteurs :

- le secteur B3b correspond aux centres-villes et centres-bourgs anciens, à forte densité de constructions et / ou d'habitants. L'identification de ce secteur a pour objet de permettre le maintien du caractère et de la morphologie des centres anciens.

- le secteur B3z correspond aux zones urbanisées à usage d'activités ou de services, soumises au débordement direct de la Vienne, particulièrement vulnérables en cas de crue exceptionnelle, dans lesquelles il est nécessaire de limiter les enjeux exposés tout en permettant le maintien et l'évolution modérée des activités économiques ou services existants.

- le secteur B3d qui correspond à une zone de protection derrière la digue du faubourg Saint-Jacques à Chinon dans laquelle toute construction nouvelle est interdite.

Article 1 - Sont interdits

Sur l'ensemble de la zone B3:

- Les remblaiements, ouvrages ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection des lieux fortement urbanisés ou qui ne seraient pas indispensables à la réalisation de travaux d'infrastructures publiques
- Les surfaces de plancher nouvelles destinées à l'habitation situées au-dessous de la cote des PHEC, sauf si le projet est situé dans la zone B3b.
 - les sous-sols creusés (totalement ou partiellement) sous le niveau du terrain naturel, les parkings souterrains et locaux techniques en sous-sol,
 - Les nouveaux équipements nécessaires au fonctionnement des services publics en période de crise, et en particulier les centres de secours.
 - les nouveaux équipements de santé, tels les hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, centres de post-cure et centres accueillant de façon permanente des personnes à autonomie limitée.
 - les nouvelles stations d'épuration des eaux usées, installations de traitement des déchets ou de traitement d'eau potable,
 - La fabrication des substances et préparations dangereuses (définies à l'article R 231-51 du Code du travail).

Dans le secteur B3z :

- Le changement de destination de constructions existantes en habitation.
- Les constructions nouvelles à usage de logement, sauf s'il s'agit d'un logement de gardien nécessaire à une entreprise ou un établissement scolaire.

Dans le secteur B3d :

- Les constructions nouvelles (hors extensions autorisées à l'article 3) , et les reconstructions.
- La création de nouveaux logements.

Article 2 - Prescriptions applicables aux projets autorisés

- Sont autorisées les constructions nouvelles à usage d'habitation, non interdites à l'article 1, et respectant les prescriptions ci-dessous, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4.

L'emprise au sol des constructions à usage d'habitation, annexes comprises, sera la plus réduite possible et au plus égale à 10 % de la partie de l'unité foncière située dans la zone B3.

Dans le secteur B3b, il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.

- Sont autorisées les constructions nouvelles à usage d'activités économiques (industrielles, artisanales, commerciales, agricoles...) et de service respectant les prescriptions ci-dessous, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4

- L'emprise au sol de ces constructions , annexes comprises, sera la plus réduite possible et au plus égale à 20 % de la partie de l'unité foncière située dans la zone B3.

Dans le secteur B3b, il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.

- En cas de reconstruction après démolition volontaire de bâtiments dépassant les coefficients d'emprise au sol fixés ci-dessus, le nouveau bâtiment peut occuper une emprise respectant les conditions suivantes :
 - Dans la zone B3, l'emprise au sol maximale après démolition puis reconstruction sera au plus égale à 50% de la surface du terrain situé dans la zone.
 - En cas de démolition supérieure à 50 % de l'emprise au sol d'un bâtiment (ou d'un ensemble de bâtiments utilisés par l'activité), l'emprise au sol cumulée des bâtiments après réalisation de l'opération sera au plus égale à 20% de la partie de l'unité foncière située dans la zone B3.

Article 3 - Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Ces prescriptions sont relatives aux extensions, reconstructions et changements de destination des bâtiments existants

Sont autorisés dans le respect les prescriptions ci-dessous, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues à l'article 4 :

- les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements et modifications de façades et réfections de toitures,
- les réparations après inondation des constructions ayant une existence juridique .
- l'extension des constructions ayant une existence juridique ainsi que la construction d'annexes à celles-ci :

-> en secteur B3d dans la limite de :

- 50 m2 d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation, annexes comprises, l'extension des pièces d'habitation ne pouvant dépasser 25 m2 qui seront nécessairement construits au-dessus de la cote des PHEC (par exemple une extension pourra consister en un garage au RDC avec une pièce d'habitation à l'étage).
- 30 % de l'emprise au sol existante pour les bâtiments à usage d'activités économiques et de service, annexes comprises, dans la limite de 150 m2 pour l'extension.

-> en secteur B3z dans la limite de :

- 50 m2 d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation, annexes comprises, l'extension des pièces d'habitation ne pouvant dépasser 25 m2 qui seront nécessairement construits au-dessus de la cote des PHEC (par exemple une extension pourra consister en un garage au RDC avec une pièce d'habitation à l'étage).
 - 20 % de l'emprise au sol existante pour les bâtiments à usage d'activités économiques ou de service, annexes comprises.
- (L'emprise totale future des constructions sera au plus égale à l'emprise totale des constructions actuelles majorée de 20 %)

-> dans la zone B3 dans la limite la plus favorable, pour le demandeur, entre :

- d'une part, le plafond défini en application des coefficients d'emprise au sol fixés à l'article 2,
- d'autre part, les plafonds suivants :
 - 50 m2 d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation, annexes comprises, l'extension des pièces d'habitation ne pouvant dépasser 25 m2 ;
 - 30 % de l'emprise au sol existante pour les bâtiments à usage d'activités économiques et de service, annexes comprises, dans la limite de 150 m2 pour l'extension.

Ces possibilités d'extension peuvent être utilisées en une seule ou plusieurs fois sans pouvoir au total excéder les plafonds susvisés.

L'emprise au sol initiale à prendre en compte pour l'application de ces plafonds de 50 m², 20%, 30 % ou 150 m² est celle de l'ensemble des bâtiments existants sur la partie de l'unité foncière située dans la zone B3, à la date d'approbation du PPR.

Pour les terrains sur lesquels des constructions ont été autorisées depuis cette date, les extensions ne sont admises que dans la limite des plafonds définis à l'article 2.

▪ Les travaux d'extension et de modernisation des équipements de secours et de santé existants tels que centres de secours, hôpitaux, cliniques, maisons de retraite et centres accueillant de façon permanente des personnes à autonomie limitée, sont autorisés sous réserve :

- d'avoir étudié les possibilités de délocalisation hors zone inondable, dans une démarche de développement durable prenant en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux,

- de respecter les limites d'emprises définies ci-dessus,

- de ne pas augmenter les capacités d'hébergement,

- de réduire la vulnérabilité,

- d'améliorer qualitativement l'accueil des personnes,

- d'établir un plan de secours et d'évacuation en cas de crue importante.

▪ les surélévations de construction à usage d'habitation, sous réserve de ne pas créer un logement supplémentaire et de doter l'habitation d'un étage habitable au-dessus des plus hautes eaux connues, si elle n'en dispose pas déjà, avec des ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation. Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

▪ La reconstruction sur l'emprise initiale de bâtiments sinistrés (y compris par une inondation) ayant une existence juridique, dans le respect des prescriptions relatives aux constructions nouvelles. La reconstruction peut bénéficier des possibilités d'extension prévues dans le présent article.

Cependant, dans le secteur B3z, l'emprise de la reconstruction est limitée à 10% (habitat) ou à 20% (activités) de la partie de l'unité foncière située en zone B3z sans pouvoir dépasser l'emprise des bâtiments existants avant le sinistre.

▪ En cas de reconstruction après démolition volontaire de bâtiments d'activités (industrielles, artisanales, commerciales, agricoles, ...) ou de services, dépassant les coefficients d'emprise au sol fixés ci-dessus, le nouveau bâtiment peut occuper une emprise équivalente s'il permet de diminuer la vulnérabilité de l'activité dans les conditions suivantes :

- Dans la zone B3, l'emprise au sol maximale après démolition puis reconstruction sera au plus égale à 50% de la partie de l'unité foncière située dans la zone B3.

- Dans les secteurs B3z et B3d :
 - En cas de démolition inférieure à 50% de l'emprise d'un bâtiment (ou d'un ensemble de bâtiments utilisés par l'activité), une reconstruction sur l'emprise initiale est admise.
 - En cas de démolition supérieure à 50 % de l'emprise au sol d'un bâtiment (ou d'un ensemble de bâtiments utilisés par l'activité), l'emprise au sol cumulée des bâtiments après réalisation de l'opération sera au plus égale à 20% de la partie de l'unité foncière située en secteur B3z ou B3d.
- Le changement de destination d'une construction existante en habitation en dehors des secteurs B3z et B3d, sous réserve que la totalité du logement soit située au-dessus des niveau des PHEC, et qu'il soit doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.

Article 4 - Mesures de prévention obligatoires

Les propriétaires, locataires, maîtres d'ouvrages, concessionnaires ou délégataires de service public, exploitants publics et privés, sont tenus de mettre en œuvre les dispositions suivantes pour la protection des personnes ou pour limiter les dommages aux biens en cas d'inondation, chacun pour ce qui le concerne, y compris à l'intérieur des propriétés particulières.

4 - 1 Mesures de prévention à mettre en œuvre de façon permanente

- Les objets et matériels pouvant être entraînés par une crue, notamment les pontons de pêche, les stocks de bois de chauffage, de matériaux ou de matériels, les réservoirs de tous types, les mobiliers d'extérieur et autres équipements seront soit arrimés solidement, soit contenus dans un enclos ou une remise, soit évacués hors de la zone inondable.

4 - 2 Mesures de prévention à mettre en œuvre dans un délai de 5 ans

à compter de l'approbation du PPR par les particuliers, propriétaires, exploitants

- Contrôler les objets flottants, dangereux ou polluants
 - L'ensemble des réservoirs ou citernes devront être arrimés pour ne pas être entraînés par la crue.
 - le stockage des substances et préparations dangereuses (définies par l'article R 231-51 du Code du travail) devra être prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue,

soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues .

- les citernes non enterrées, contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, devront être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,

- les citernes enterrées devront être ancrées. L'ancrage devra être calculé de façon à résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues,

- les orifices de remplissage devront être étanches et le débouché des tuyaux d'évents devra se situer au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

- Matérialiser les emprises de piscines, bassins, canaux, biefs et regards existants dans les secteurs d'aléa fort et très fort, afin d'éviter des chutes et des risques de noyade par suite de l'effacement des emprises consécutive à une inondation . L'emplacement de ces équipements et ouvrages doit rester visible en cas d'inondation par la mise en place d'une matérialisation permanente sous forme de balises ou autre système de signalisation.

4 - 3 Mesures de prévention à mettre en œuvre sur les projets (projets nouveaux, travaux sur l'existant)

Les mesures suivantes seront appliquées :

- Réaliser pour les constructions nouvelles à usage d'habitation et les reconstructions de bâtiment d'habitation :

- **dans le secteur B3b** un premier niveau de plancher à 0,50 m au moins au-dessus du niveau du terrain naturel et un étage habitable au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues (pour chaque logement), doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.

Pour chaque logement, l'étage habitable au-dessus des PHEC aura une surface de plancher au moins égale à 15% de la surface de plancher totale du logement, avec un minimum de 12 m².

- **dans la zone B3 et le secteur B3z** un premier niveau de plancher au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues (PHEC), doté d'ouvertures suffisantes, aisément accessibles de l'intérieur et de l'extérieur, pour permettre l'évacuation des habitants en cas d'inondation.

- Implanter un bâtiment isolé parallèlement au sens d'écoulement de la rivière en crue.

- S'assurer que les constructions et installations nouvelles seront aptes à résister structurellement aux remontées de nappe et à une inondation dont le niveau serait égal aux plus hautes eaux connues.

- Réaliser des fondations pouvant résister aux affouillements, tassements différentiels et érosions, pour la crue de référence.

- Réaliser des murs pouvant résister aux pressions hydrostatiques, aux chocs dus aux objets transportés par l'inondation et à l'immersion.
- S'assurer que l'eau pourra s'évacuer gravitairement et rapidement du bâtiment , après une inondation.
- Prévoir d'utiliser des systèmes constructifs ou des matériaux insensibles à l'eau, à séchage rapide, ou dont le remplacement est facile.
- Les ventilations au-dessous du niveau des PHEC devront pouvoir être rendues étanches ou, en cas d'impossibilité, être dotées de dispositifs ne laissant passer que de l'eau claire.
- Prévoir des ouvertures suffisantes (fenêtres, portes extérieures et intérieures, passages d'air) pour assurer une ventilation naturelle (courant d'air) nécessaire pour un assèchement rapide des locaux après une inondation.
- En cas de construction sur vide sanitaire, rendre celui-ci accessible soit par une trappe (60 x 60 cm minimum) dans le plancher, soit par une porte latérale. La circulation doit être possible sous la totalité du vide sanitaire (non-cloisonnement, hauteur sous-plafond supérieure à 1 m) . Le vide sanitaire doit être ventilé en partie haute.
- Alimentation électrique et courants faibles : Mettre en œuvre une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau. En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables. Protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA .
- Installer au-dessus des PHEC les équipements sensibles (installation de chauffage (chaudière), production d'eau chaude sanitaire, machinerie d'ascenseur, installations de ventilation, installations frigorifiques des entreprises, machines vulnérables ou coûteuses).
- Pour les constructions nouvelles, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Construire au-dessus des PHEC les équipements vulnérables des réseaux publics nouveaux et des extensions des réseaux existants lorsque la sécurité publique le nécessite (eau potable, électricité, téléphone, gaz). Lorsque la mise hors d'eau n'est pas possible (réseaux le long des ponts), il convient d'assurer la protection du réseau par des dispositifs adéquats permettant notamment de pouvoir isoler les sections les plus vulnérables .

Article 5 - Mesures de prévention recommandées

- Saisir toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions existantes et pour assurer la sécurité des personnes et des biens, sans créer d'obstacle à l'écoulement de la crue.
- Réaliser un diagnostic de vulnérabilité pour les établissements industriels, commerciaux ou de service situés en secteur B3z ou B3d,

- Bâtiments agricoles : Préalablement à toute construction, extension, installation ou aménagement nouveau, réalisation d'un auto-diagnostic de vulnérabilité de l'exploitation agricole vis à vis du risque d'inondation. L'exploitant pourra utiliser les guides méthodologiques publiées par l'agence de Loire-Bretagne, établi en partenariat avec les chambres d'agriculture.
- Prévoir des dispositifs ralentissant l'entrée de l'eau dans les bâtiments (avec éventuellement un système de filtration),
- Prévoir des matériaux à séchage rapide ou pouvant être facilement remplacé.
- Alimentation électrique : Prévoir un coffret d'alimentation hors d'eau. Sous les PHEC , utiliser des prises de courant et des contacteurs insensibles à l'eau (laiton par exemple) .
- Pour les constructions existantes, mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Rendre possible un démontage rapide et un stockage au sec de matériels fragiles ou coûteux (par exemple, brûleur de chaudière).
- Prévoir, après examen au cas par cas, la mise en place d'un batardeau sur les ouvertures. Il s'agit d'empêcher l'eau de rentrer dans la construction à l'aide d'un système de fermeture provisoire dont la hauteur ne devrait pas excéder 1 m.
- Projets d'infrastructures de transports terrestres (voie nouvelle routière, ou autoroutière, ou réaménagement d'une voie existante traversant la vallée de la Vienne, voie ferrée) : Prévoir dans la liste des fonctions à assurer par l'ouvrage une fonction de maintien des circulations routières en cas de crue majeure, telle que la crue de référence du PPR (crue type 1792).

- Recommandations à l'attention des collectivités locales :

Il est également recommandé aux collectivités locales compétentes de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Réaliser une étude de réduction de la vulnérabilité aux inondations des réseaux existants d'alimentation en électricité, en téléphone et en eau potable.
- Réseaux d'assainissement des collectivités publiques (eaux usées, eaux pluviales) :
Il est recommandé aux collectivités d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale et de prendre toutes les mesures correctives pour assurer la pérennité du dispositif en cas de crue.

- Réaliser un diagnostic des infrastructures publiques situées en bordure de la Vienne ou dans son lit majeur (routes, ponts, murs de soutènement, perrés, digues ...) pour bien connaître les ouvrages situés dans les zones les plus sensibles et évaluer leur comportement en cas de survenance d'une crue similaire à celle de 1923 (crue centennale). Etablir, si c'est nécessaire, un programme d'entretien et un programme de travaux de renforcement pour résister aux crues, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, en fonction des priorités avérées et des moyens financiers qui pourront être mobilisés . La nature du diagnostic sera adaptée à la situation particulière de l'ouvrage dans la zone inondable. Une attention particulière sera portée au maintien des capacités d'écoulement des ouvrages de décharge voire à leur renforcement, si nécessaire.

- Réseaux d'assainissement des industriels (eaux usées, eaux pluviales) : Le maire recommandera aux industriels d'effectuer ou de mettre à jour un diagnostic de leur réseau et d'évaluer ses conditions de fonctionnement au moins pour une crue de fréquence centennale.

Article 6 - Mesures à mettre en œuvre par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme

Mesures obligatoires :

Afin de limiter la densité de population en zone inondable, les collectivités locales compétentes en matière d'urbanisme doivent fixer dans les plans locaux d'urbanisme un coefficient d'occupation des sols (COS) faible, qui ne saurait dépasser 0,3. ou limiter la hauteur des bâtiments d'habitation à trois niveaux habitables.

Les prescriptions ci-dessus relatives à la densité ne s'appliquent pas dans le secteur B3b. Toutefois, dans ce secteur, le COS et la hauteur maximale admise ne seront pas supérieurs à ceux déjà admis par le PLU en vigueur à la date d'approbation du PPR.

Mesures recommandées :

Les espaces laissés libres de toute occupation seront affectés prioritairement à la réalisation d'espaces verts, d'équipements sportifs ou de loisirs.

Clôtures : Pour faciliter l'information des maîtres d'ouvrage et l'application du PPR, il est fortement recommandé de soumettre à déclaration préalable, par délibération du conseil municipal, les clôtures projetées en zone inondable.

TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NON DIRECTEMENT EXPOSEES AU RISQUE D'INONDATION

Deux types de zones ont été définies :

P1 → Zones isolées en cas de crue (îles) :

- Cravant-les-Coteaux – Le Puy
- Chinon : zone remblayée à l'ouest du faubourg Saint-Jacques et esplanade de la gare de Chinon.

P2 → Terrains situés en limite de la zone inondable : Risque d'érosion de talus (Antogny-le-Tillac, Marcilly-sur-Vienne), proximité de zone de vitesse marquée (Marcilly-sur-Vienne).

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE P1

Caractère de la zone

La zone P1 correspond :

- D'une part à une surélévation naturelle de la vallée au lieu-dit Le Puy, non inondable mais fréquemment isolée par les crues de la Vienne, sur la commune de Cravant-les-Coteaux.
- D'autre part, sur la commune de Chinon, à des remblais anciens (gare SNCF de Chinon) ou récents (remblais à l'ouest du faubourg Saint-Jacques) Ces zones sont hors d'eau pour la crue de référence du PPR et pour la crue exceptionnelle cartographiée dans l'atlas des zones inondables, mais isolées en cas de crue.

Article 1 - Sont interdits

- La création de nouveaux logements, sauf exceptions précisées aux articles 2 et 3.
- La création de nouveaux terrains de camping ou aires d'accueil pour les gens du voyage.
- Les équipements publics ou privés nécessaires pour la gestion d'une crise.

Article 2 – Prescriptions applicables aux projets autorisés

- **Est autorisée** : La création d'un logement nécessaire au fonctionnement d'une exploitation agricole ou d'une activité économique ou de service (logement du gardien) :
 - soit par transformation d'un ancien bâtiment existant (solution recommandée),
 - soit par extension d'un bâtiment existant,
 - soit par la construction d'un bâtiment nouveau.
- **Sont autorisées** : Les constructions nouvelles à usage d'activités économiques (industrielles, artisanales, commerciales, agricoles,...), de service (dont l'hébergement hôtelier), ou de loisirs.

Article 3 – Prescriptions applicables aux biens et activités existants

- Sont autorisés :

- l'extension et la transformation des constructions existantes s'il n'y a pas création de nouveau logement (hors cas prévu à l'article 2).
- le changement de destination d'un bâtiment ancien, d'une exploitation agricole, construit en pierres ou en tuffeau, pour un usage d'habitation à caractère temporaire (chambre d'hôte, gîte rural) dans les conditions suivantes :
 - structure d'hébergement intégrée à l'exploitation agricole, constituant une activité complémentaire à celle-ci.
 - le bâtiment ancien n'est pas ou plus adapté à un usage agricole.
 - le gros-œuvre n'est pas remanié, sauf pour le percement de portes et de fenêtres.
 - le bâtiment est proche de l'habitation de l'exploitant.
 - la capacité d'accueil totale, sur l'exploitation, est limitée à 8 personnes.
- les autres changements de destination de bâtiments existants, s'il n'y a pas de création de logement (par exemple pour créer un point de vente directe de la production sur l'exploitation agricole).
- de façon générale, l'ensemble des usages des sols ne comportant pas de création de logements nouveaux.

Article 4 - Recommandation

Il est recommandé, à l'occasion d'un projet, d'analyser la vulnérabilité de l'exploitation agricole ou de l'activité en étudiant au moins l'impact d'une coupure des communications et réseaux sur le fonctionnement du bâtiment, de l'exploitation agricole, de l'entreprise ou de l'équipement public.

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE P2

Caractère de la zone

La zone P2 correspond à des terrains situés en limite de la zone inondable (risque d'érosion de talus, proximité de zone de vitesse marquée).

Article 1 - Sont interdits

Sont interdits les constructions nouvelles ou aménagements nouveaux de toutes natures sauf s'ils sont nécessaires à la sécurité publique, à l'entretien des lieux, ou à la pérennité d'une activité existante lors de l'approbation du PPR.

Article 2 - Recommandation

Un entretien régulier est recommandé (fauchage, entretien des boisements ...)

ANNEXE : Article L 480-4 du Code de l'Urbanisme

(à titre indicatif : rédaction consolidée en vigueur le 17 janvier 2012 . Consulter la version la plus récente du code . cf legifrance.gouv.fr)

Article L480-4

Modifié par Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 - art. 15 () JORF 9 décembre 2005 en vigueur le 1er octobre 2007

Modifié par Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 - art. 17 () JORF 9 décembre 2005 en vigueur le 1er octobre 2007

Le fait d'exécuter des travaux mentionnés aux articles L. 421-1 à L. 421-5 en méconnaissance des obligations imposées par les titres Ier à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable est puni d'une amende comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L. 430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300 000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé.

Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux.

Ces peines sont également applicables :

1. En cas d'inexécution, dans les délais prescrits, de tous travaux d'aménagement ou de démolition imposés par les autorisations visées au premier alinéa ;
2. En cas d'inobservation, par les bénéficiaires d'autorisations accordées pour une durée limitée ou à titre précaire, des délais impartis pour le rétablissement des lieux dans leur état antérieur ou la réaffectation du sol à son ancien usage.

En cas de méconnaissance des obligations imposées par l'article L. 451-3, le tribunal ordonne en outre, en cas de perte ou de destruction de la plaque commémorative au cours des travaux, à la charge du maître d'ouvrage, la gravure et l'installation d'une nouvelle plaque apposée dans les conditions du deuxième alinéa dudit article.

Toute association telle que définie à l'article 2-4 du code de procédure pénale peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction à l'article L. 451-3 et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elle a pour objet de défendre.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux infractions relatives à l'affichage des permis ou des déclarations préalables.

NOTA:

L'article 41 de l'ordonnance n° 2005-1527 énonce : " La présente ordonnance entrera en vigueur à des dates fixées par décret en Conseil d'Etat et au plus tard le 1er juillet 2007. "

Le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007, en son article 26 fixe cette date au 1er juillet 2007, sous les réserves énoncées dans ce même article 26.

En dernier lieu, l'article 72 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 reporte la date limite d'entrée en vigueur de l'ordonnance au 1er octobre 2007.

